

LA CROIX-ROUGE DE LA BELGIQUE

**RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE, DE LA SECURITE ALIMENTAIRE
ET DE L'ETAT NUTRITIONNEL DES POPULATIONS VULNERABLES
DANS UNE COMMUNE DU SOUM/REGION DU SAHEL AU BURKINA-
FASO**

RAPPORT D'ÉVALUATION FINALE

K. Isidore Yaméogo
Lisette Caubergs

FEVRIER 2018

FEVRIER 2018



South Research CVBA - VSO
Leuvenestraat 5/2
B – 3010 Kessel - Lo
Belgium
T + 32 (0)16 49 83 10
F + 32 (0)16 49 83 19

www.southresearch.be
Southresearch.be

Table des matières

ABREVIATIONS	6
I RESUME	7
II DESCRIPTION DU CONTEXTE	10
II.1 Historique du projet	10
II.2 Objectifs et démarche du projet	10
II.3 Changements au niveau du contexte	12
II.4 La politique Nationale de Nutrition du Burkina Faso	12
II.5 La Croix Rouge Burkina Faso	13
II.6 Objectifs de l'évaluation	15
III METHODOLOGIE	16
III.1 Principes de base	16
III.2 Déroulement, phases de l'évaluation	16
III.3 Contraintes rencontrées	17
IV RESULTATS DE L'EVALUATION	17
IV.1 Pertinence	17
IV.2 Efficacité	21
IV.3 Efficience	30
IV.4 Durabilité	33
V ANALYSES, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	36
V.1 Analyses et conclusions	36
V.1.1 Pertinence	36
V.1.2 Résultats atteints	37
V.1.3 Durabilité	40
V.2 Recommandations	42
V.2.1 Pour la CRBF & CRB	42
V.2.2 Pour la CRBF	42
V.2.3 Pour les Services Techniques	43
V.2.4 Pour la Commune	43
BIBLIOGRAPHIE	44
ANNEXES	45
I. Déroulement de la mission - Personnes rencontrées	45
I.1 Programme de la mission – Février 2018	45
I.2 Personnes rencontrées/interviewées à Ouagadougou et à distance	47
II. Cadre d'évaluation	49

III. Guides d'entretiens	51
III.1 Guide d'entretien avec les bénéficiaires	51
III.2 Guide d'entretiens avec les représentants de la CR Burkina Faso	52
III.3 Guide d'entretiens staff projet	53
III.4 Guide d'entretien partenaires du projet	54

Remerciements

A la fin de cette mission nous tenons à remercier les responsables de la Croix Rouge de la Belgique et de la Croix Rouge de Burkina Faso pour tout appui avant, pendant et après la mission d'évaluation du projet de la résilience et le renforcement de la sécurité alimentaire à Baraboulé. Nous avons beaucoup apprécié la bonne préparation du programme de notre mission, les moyens mis à notre disposition pour les déplacements et la communication ainsi que l'accompagnement lors des visites de terrain. Nous tenons à remercier M. Denis Zongo et toute l'équipe du projet 2RSAN qui se sont engagés pour contribuer à la réalisation de l'évaluation et pour leur disponibilité malgré le fait que le projet ait déjà pris fin. Nos remerciements vont également aux hommes et aux femmes rencontrés dans les villages ainsi que toutes les autres parties prenantes interviewés qui ont donné de leur temps précieux et qui ont tenu à partager leurs expériences avec nous.

Lisette et Isidore

ABREVIATIONS

ADRA	: Adventist Development and Relief Agency
AEPA	: Adduction d'Eau Potable et Assainissement
AGR	: Activité Génératrice de Revenus
ANJE	: Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
ATPC	: Assainissement Total Piloté par la Communauté
AUE	: Association des Usagers de l'Eau
CILSS	: Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
COPROSUR	: Conseil Provincial de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CODESUR	: Conseil Départemental de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CRB	: Croix-Rouge Belgique
CRBF	: Croix-Rouge Burkina Faso
CSPS	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
CVN	: Comité Villageois de Nutrition
DGD	: Direction Générale pour le Développement
DRS	: Direction Régionale de la Santé
ECHO	: European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations
EHA	: Eau, Hygiène et Assainissement
GASPA	: Groupes d'Apprentissage et de Suivi des Pratiques d'ANJE
HEA	: Household Economy Approach
PCIMA	: Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigue
PRC	: Prévention et Réduction des Catastrophes
2RSAN	: Renforcement de la Résilience, de la Sécurité Alimentaire et de l'état Nutritionnel des populations vulnérables dans une commune du Soum/Région du Sahel au Burkina-Faso
SMART	: Standardized Monitoring of Assessment of Relief and Transitions
WASH	: Water Sanitation and Hygiene

I RESUME

Pour faire face à la situation complexe de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle les expériences ont démontré qu'il faut agir sur deux axes. Premièrement il s'agit de la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë au travers des services de santé existants et deuxièmement, il faut contribuer à la prévention de la malnutrition et au renforcement de la résilience des populations vulnérables. Le « Projet de renforcement de la résilience, de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des populations vulnérables dans une commune du Soum/Région du Sahel au Burkina-Faso », sujet de cette évaluation, visait à contribuer au deuxième axe, le premier étant déjà visé par le projet « Intégration de la prise en charge de la malnutrition au Sahel » de la CRBF en cours au moment de la formulation du présent projet. L'objectif global du projet était de contribuer à l'amélioration de la résilience des populations vulnérables de la province du Soum dans la région du Sahel, face à l'insécurité alimentaire et à ses conséquences. L'objectif spécifique était de répondre aux besoins les plus urgents de la population de cinq villages du Soum en termes d'accès à l'alimentation et à la santé. L'approche adoptée était multi-sectorielle et envisageait des activités de prévention de la malnutrition et de renforcement de la résilience des populations vulnérables et prioritairement les populations les plus pauvres, les enfants de moins de deux ans et les femmes enceintes et allaitantes.

Pertinence

Vu la complexité de la problématique de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, il était pertinent et indispensable d'opter pour une approche multi-sectorielle. Le renforcement des activités économiques, notamment l'agriculture et l'élevage en vue d'augmenter l'accès à la nourriture et les moyens d'existence combiné avec l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'accès aux soins de santé constituent des éléments de réponses aux besoins à court terme. Important pour le long terme, est l'accent mis sur le renforcement des connaissances dans tous ces domaines ainsi que le renforcement institutionnel. Le projet a donc combiné des actions dans le domaine d'urgence avec des actions de développement. Si ce choix était pertinent, la durée du projet – de 2 ans - ne l'était pas. Le temps n'était pas suffisant pour assurer l'ancrage des acquis, que ce soient des connaissances techniques ou des compétences organisationnelles et institutionnelles.

Le choix du district du Soum était tout à fait justifié car il est l'un des deux districts le plus en insécurité alimentaire du Burkina Faso. L'orientation des appuis prioritairement aux ménages les plus vulnérables était également justifiée vu le contexte environnemental et sécuritaire de la zone du Sahel, en lien avec les objectifs de résilience.

Efficacité

Malgré les limites en lien avec la durée du projet, le projet a contribué à la résilience des individus et des ménages des 5 villages d'intervention en travaillant sur la sécurité alimentaire, la santé, les connaissances, les aptitudes, les compétences et l'état d'esprit nécessaires pour s'adapter à de nouvelles situations et améliorer ses conditions d'existence et celles de sa famille. Les familles vulnérables n'ont pas dû déstocker leurs biens pendant la période de soudure car grâce à l'appui en denrées alimentaires les ménages ont pu s'alimenter, être productifs dans leurs exploitations, et éviter de développer les mauvaises stratégies de survie comme la mendicité ou la vente de semences. Mentionnons également comme besoin de base, l'amélioration de la qualité et des conditions d'accès à l'eau potable. Quant à la prévention de la malnutrition, les populations ont mieux compris la nature de

la malnutrition, la valeur nutritive des produits locaux ou encore le lien entre l'hygiène et la malnutrition. La résilience comprend également les capacités organisationnelles qui permettent aux communautés de prendre des initiatives comme l'organisation des GASPA, la valorisation des structures locales comme les comités de la CR ou des AUE ou l'appui aux structures étatiques.

Quant aux relations hommes/femmes, le projet a contribué à l'empowerment des femmes en termes de pouvoir économique et social, de pouvoir de connaissances et de pouvoir intérieur mais il n'a pas saisi toutes les opportunités par manque d'une approche de genre spécifique.

Les facteurs de succès les plus importants sont la pertinence des actions, la participation des villageois, hommes et femmes, la synergie d'action créée par l'implication de beaucoup d'acteurs : une équipe projet dynamique, les services techniques, les autorités sans oublier l'engagement des volontaires.

Indispensable pour pouvoir contribuer à la lutte contre la malnutrition était la synergie avec le projet « Nutrition » et la collaboration avec le centre de santé de Baraboulé.

La première et la plus importante contrainte était la situation sécuritaire qui a, malgré la flexibilité du projet, influencé la mise en œuvre des activités et l'ambiance en général parmi les populations.

Durabilité

La durée du projet n'a pas été favorable à sa durabilité. Pour ce qui est des sensibilisations sur l'ANJE, elles étaient déjà organisées dans les formations sanitaires et la pérennité est donc possible.

Le projet a fait un effort pour contribuer à l'ancrage des initiatives lancées par l'institutionnalisation effective des associations de producteurs mais les populations ne sont pas partout enthousiastes pour maintenir les activités en association surtout par manque d'appui en nature ou de perspectives d'appui financier. Les associations nouvellement constituées, les AUE et les relais communautaires ont encore besoin d'être accompagnées pendant une phase de consolidation. Les services techniques de la commune sont un facteur de durabilité car même si les agents ne sont pas souvent présents, ils seront toujours mobilisables, pour peu que les paysans aillent vers eux. En outre, le projet a contribué à la compréhension par les populations que les agents sont là et qu'ils peuvent faire appel à eux. Si l'engagement de la communauté et le volontariat sont des facteurs déterminants de durabilité, ils constituent également des facteurs limitatifs. En effet, le volontariat a ses limites surtout pour la phase « après projet » étant donné que le suivi sera moins fréquent et que les engagements pour compenser les volontaires peuvent se diluer.

Une sélection des recommandations :

*** Pour la CRBF & CRB :**

- S'appuyer sur le crédit de notoriété et continuer à se centrer sur les principes de la CR (neutralité, impartialité, ...) pour rester à côté de la population pendant cette période extrêmement difficile !
- Chercher une prolongation ou ajout à ce projet pour une phase de consolidation car l'apprentissage et l'application de nouvelles connaissances sont des processus qui prennent du temps ; de même pour la consolidation de leurs associations pour que les paysans, hommes et femmes, se renforcent dans un esprit d'empowerment.

*** Pour la CRBF :**

- Doter les structures provinciales, départementales et villageoises de la CRBF de moyens pour la mise en œuvre du « Plan d'action pour la mise en place et le fonctionnement de cinq comités villageois dans la province du Soum » et ainsi assurer la veille et le suivi des réalisations et pour marquer sa présence à côté d'une population menacée.

- Prévoir un moment de capitalisation de l'expérience à l'occasion de l'écriture d'un nouveau projet ou sa prolongation.
- * Pour les Services Techniques
 - Organiser les producteurs dans le sens d'une collaboration plus accrue avec les services techniques afin de faciliter le suivi.
 - Assurer une présence physique des services sur le terrain pour le suivi des ouvrages et des espèces.
- * Pour la Commune
 - Assurer la mise en œuvre du plan de contingence au service des populations.
 - Veiller à la maintenance régulière et la bonne gestion des infrastructures en eau en assurant le suivi des artisans formés pour la maintenance des installations, des AUE, et des services techniques pour qu'ils assurent le suivi des réalisations qui devrait s'inscrire dans la durée ;
 - Veiller au suivi par les services en agriculture/élevage des actions mises en œuvre dans le cadre du projet.

II DESCRIPTION DU CONTEXTE

II.1 Historique du projet

Le « Projet de renforcement de la résilience, de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des populations vulnérables dans une commune du Soum/Région du Sahel au Burkina-Faso » a été formulé suite à un appel à projet de la DGD (D2 – Programmes Spéciaux) en 2015. La formulation a été faite sur base : (i) de plusieurs sources d'information (ECHO, CILSS, etc.), (ii) de l'enquête nutritionnelle SMART (2013-14) et des rapports de suivi d'activité réalisés dans le cadre du projet « Intégration de la prise en charge de la malnutrition au Sahel » de la CRBF en cours au moment de la formulation du projet 2RSAN sous financement ECHO (février-décembre 2015). Les expériences d'ECHO et d'autres intervenants ont démontré qu'il faut agir sur deux axes pour faire face à la situation complexe de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Premièrement il faut agir sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë au travers des services de santé existants et deuxièmement, il faut contribuer à la prévention de la malnutrition et au renforcement de la résilience des populations vulnérables. Le présent projet visait à contribuer au deuxième axe, le premier étant déjà visé par le projet de la CRBF mentionné ci-haut.

En effet, la commune et les villages dans ce district ont été choisis du fait de l'historique de travail de la Croix-Rouge dans cette zone et de l'opportunité de développer plus aisément une approche multisectorielle. Au sein des villages sélectionnés la CRBF avait développé dans le cadre du projet « Intégration de la prise en charge de la malnutrition au Sahel » des comités villageois travaillant sur la problématique de la nutrition. Ces villages dépendent par ailleurs de centres de santé qui sont considérés comme ayant une bonne capacité de traitement de la malnutrition et qui devraient être à même de traiter de manière adéquate les enfants qui seraient identifiés et référés dans le cadre de ce projet.

Le projet a reçu un financement de la DGD pour la période 2015-2017 sur la ligne budgétaire « Aide d'urgence – Réhabilitation – Aide alimentaire » du Service D2.1¹. Il a bénéficié de l'appui de la CRB pour la planification, la rédaction du DTF, le suivi et la gestion financière, alors que la CRBF a assuré l'ensemble du dispositif de mise en œuvre et du personnel appuyé par les réseaux décentralisés des comités provinciaux et locaux de la CRBF. Suite à l'importance des aspects santé et nutrition, le projet a été rattaché à la Coordination de la Santé de la CRBF.

II.2 Objectifs et démarche du projet

L'objectif global du projet était de contribuer à l'amélioration de la résilience des populations vulnérables de la province du Soum dans la région du Sahel, face à l'insécurité alimentaire et à ses conséquences.

L'objectif spécifique était de répondre aux besoins les plus urgents de la population de cinq villages du Soum en termes d'accès à l'alimentation et à la santé.

¹ Actuellement Service D5.1

L'approche adoptée était multi-sectorielle et envisageait des activités de prévention de la malnutrition et de renforcement de la résilience des populations vulnérables et prioritairement les populations les plus pauvres, les enfants de moins de deux ans et les femmes enceintes et allaitantes. En plus des activités de prévention le projet a développé des activités dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, de l'eau et l'assainissement. Afin de répondre aux catastrophes climatiques qui menacent régulièrement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations dans la zone Sahel, le projet avait prévu également de renforcer les capacités de préparation et de réponses au niveau des autorités et des communautés pour faire face à ces menaces. Par ailleurs, il faut des stratégies à plus long terme d'où l'intérêt de renforcement des capacités aussi bien au niveau des populations que des institutions locales au niveau technique et organisationnel avec l'implication des autorités locales. Alors à coté des actions ayant un impact direct sur les populations, le projet a développé dans chacun de ses résultats des actions de réhabilitation et de renforcement au niveau communautaire et des autorités locales.

Objectif global :	Contribuer à l'amélioration de la résilience des populations vulnérables de la province du Soum dans la région du Sahel, face à l'insécurité alimentaire et à ses conséquences.
Objectif spécifique :	Répondre aux besoins les plus urgents de la population de cinq villages du Soum en termes d'accès à l'alimentation et à la santé.
Résultat 1 :	Les moyens d'existence des ménages les plus pauvres sont améliorés dans les villages ciblés
Résultat 2 :	Les enfants de 0-5 ans et les FE/FA des villages ciblés ont un accès amélioré aux services d'ANJE et de dépistage de la malnutrition.
Résultat 3 :	L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et les conditions d'hygiène des populations sont améliorés dans les villages ciblés
Résultat 4 :	La capacité de réponse aux crises alimentaires de la commune ciblée est renforcée

Les villages d'intervention initialement ciblés ont été revus en début de projet suite à une nouvelle analyse de contexte sur base de nouveaux critères et des concertations avec des parties prenantes spécifiques (d'autres ONG dans la commune de Baraboulé, le service de l'élevage, les organisations communautaires de base, la commune et le service d'action sociale). L'analyse a abouti à la sélection des cinq villages, notamment Dohouré-Rimaibé, Gadiouga, Mehena, Baniel et Soffi. La population totale des cinq nouveaux villages est estimée à 4.427 personnes soit 675 ménages contre 2.938 ménages prévus initialement. Un premier ciblage avec les outils HEA a permis d'identifier 182 ménages vulnérables. Un deuxième ciblage des ménages a été réalisé en année 2 suite aux attaques des oiseaux granivores dans les villages d'intervention. Cette action a permis de retenir 283 ménages supplémentaires, portant ainsi le nombre de ménages bénéficiaires à 465 ménages dont 73 avec une femme chef de ménage.

Les 5 villages ont bénéficié des actions de tous les secteurs, mais pour le volet Santé/Nutrition de base, quelques actions, notamment *Blanket feeding*², campagnes intégrées pour la survie de l'enfant et l'appui au dépistage de la malnutrition, étaient destinées à toute la population de la Commune de Baraboulé. Aussi, certaines actions du volet préparation et réponse aux catastrophes ont concerné toute la province : renforcement des capacités du COPROSUR à travers la construction d'un magasin de

² Blanket feeding: The feeding of an affected population without targeting specific groups – Unicef

stockage, formation sur le secourisme, sur l'élaboration de plan de contingence, la simulation d'une crise alimentaire et la dotation de catakits.

II.3 Changements au niveau du contexte

Les TdR spécifient qu'une attention spécifique devrait être apportée à la situation sécuritaire et son impact sur l'atteinte des résultats et des objectifs du projet. En effet, cette situation a été fortement dégradée dans la zone d'intervention depuis la formulation du projet. On fait mention des attaques à répétition avec utilisation des engins explosifs improvisés, tueries ciblées en série et multiplication des menaces terroristes ce qui engendre des déplacés internes qui sont obligés d'abandonner leurs biens. Une enquête de ciblage effectuée dans les communes de Djibo, Tongomayel et Baraboulé en décembre 2017 et février 2018 par la CRBF/CRB dans le cadre du projet nutrition financé par ECHO a permis d'enregistrer 2200 ménages déplacés avec 13029 personnes. Une assistance en vivres et en non vivres a été effectuée au profit de ces déplacés avec un appui financier de ECHO³.

A part le fait que certaines personnes ont quitté leur village, les effets sur la vie des populations qui sont sur place sont multiples. L'inquiétude règne, et leur mobilité et la possibilité de se réunir ont diminué. Les populations ne peuvent plus faire le commerce comme dans le passé. Elles ne peuvent plus aller de l'autre côté de la frontière sur le marché important de Boni au Mali par exemple.

La situation d'insécurité a également influencé la présence des agents du projet ainsi que d'autres parties prenantes comme l'entreprise de forages, les autorités locales ou les services techniques qui ont par moment, été obligé de rester dans le chef-lieu de la province afin de diminuer leur présence sur le terrain de l'affrontement des djihadistes et des forces de sécurité.

En plus des problèmes liés à l'insécurité cités ci-haut, les communes du Soum ont eu à faire avec des invasions d'oiseaux granivores. Selon un agent de l'agriculture, ce problème est également lié à la crise malienne. Il affirme qu'avant la crise, le gouvernement malien connaissait le problème et avait à chaque fois agi préventivement en attaquant les oiseaux dans leur site de reproduction dans le désert du Nord du pays. Les oiseaux étaient tués dans leur espace de reproduction, avant qu'ils ne soient en âge et en nombre pour s'attaquer aux cultures et aux récoltes. Depuis que le contrôle du site de reproduction de ces oiseaux échappe au gouvernement du Mali, les oiseaux se reproduisent à volonté et sont en nombre pour aller au-delà des frontières de ce pays et notamment, arriver au Sahel du Burkina.

II.4 La politique Nationale de Nutrition du Burkina Faso⁴

Dans le document « Politique Nationale de Nutrition », il est stipulé que « la première politique de nutrition, élaborée en 2007 n'avait pas suffisamment pris en compte la multi-sectorialité et aussi elle n'était plus adaptée aux exigences actuelles de la lutte contre la malnutrition. La politique nationale de nutrition révisée en 2016 tient compte des objectifs régionaux et internationaux : Objectifs pour le développement durable de l'après 2015, la stratégie régionale africaine de nutrition de l'Union africaine 2015-2025, la déclaration de Rome sur la nutrition et son cadre d'action issus de la deuxième conférence internationale sur la nutrition de 2014, la stratégie du mouvement « *Scaling Up Nutrition* » 2016-2020 et l'initiative REACH.

³ Rapport Intermédiaire 2RSAN, CRBF, 2018

⁴ Politique Nationale de Nutrition, Ministère de la Santé, 2016

Grâce à l'adoption et la promulgation de cette politique nationale, le Gouvernement du Burkina Faso réaffirme son engagement à assurer une meilleure sécurité nutritionnelle de la population. En outre, ce document de politique nationale révisée devrait permettre de mieux responsabiliser les secteurs sensibles et spécifiques de la nutrition, de donner des orientations actualisées à tous les acteurs et partenaires afin d'obtenir de meilleurs résultats. »

La politique comprend quatre principes directeurs : la multi-sectorialité et l'inclusivité, la redevabilité, le genre et l'équité. En ce qui concerne la multi-sectorialité il est spécifié que tous les acteurs des secteurs publics, privé, la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers doivent être impliqués. Pour ce qui est du genre, ce principe directeur est traduit par « la prise en compte de l'intérêt et les contributions des femmes, des hommes et des couches vulnérables dans la société dans la formulation et la mise en oeuvre des actions sensibles et spécifiques en nutrition.»

L'objectif général est d'améliorer l'état nutritionnel des populations à travers la mise en oeuvre d'interventions multisectorielles. Pour atteindre cet objectif, des objectifs spécifiques et des orientations stratégiques ont été déclinés.

La première orientation stratégique concerne « la réduction de la sous nutrition » pour laquelle 8 objectifs spécifiques ont été formulés:

- ✦ Promouvoir les pratiques optimales d'Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant Objectif spécifique
- ✦ Renforcer les interventions de sécurité alimentaire sensibles à la nutrition
- ✦ Renforcer les interventions d'eau, hygiène et assainissement sensibles à la nutrition
- ✦ Renforcer les interventions en matière de protection sociale sensibles à la nutrition
- ✦ Renforcer les interventions en matière d'éducation sensibles à la nutrition
- ✦ Renforcer les interventions de santé sensibles à la nutrition
- ✦ Renforcer la couverture et la qualité de la prise en charge de la malnutrition aiguë en ambulatoire et en interne
- ✦ Renforcer la prise en charge de la malnutrition en situation d'urgence.

II.5 La Croix Rouge Burkina Faso⁵

« La Croix-Rouge Burkinabé est officiellement reconnue par le Gouvernement comme société de secours volontaire, autonome, auxiliaire des pouvoirs publics et en particulier des services de santé militaires, conformément aux dispositions des conventions de Genève et comme seule Société nationale pouvant exercer son activité sur l'ensemble du territoire national par le décret N° 262/ PRES / IS-DI/SPP du 09 juillet 1962, modifié par le décret N° 441 / PRES /IS –DI du 20 septembre 1962.

Elle est implantée dans les quarante-cinq (45) provinces du pays à travers ses comités provinciaux. Au terme de ses statuts, la Croix-Rouge Burkinabé consacre les mêmes principes fondamentaux du Mouvement : Humanité, Impartialité, Neutralité, Indépendance, Volontariat, Unité et Universalité.

Depuis 2001, elle consacre une séparation des pouvoirs entre la Gouvernance et la gestion. La Gouvernance est pilotée par un Conseil de Direction et la Gestion est confiée à un Secrétariat Général.

⁵ Plan Stratégique 2016-2020 Réponse aux besoins humanitaires - Burkina Faso

Elle axe ses interventions dans six domaines essentiels à savoir :

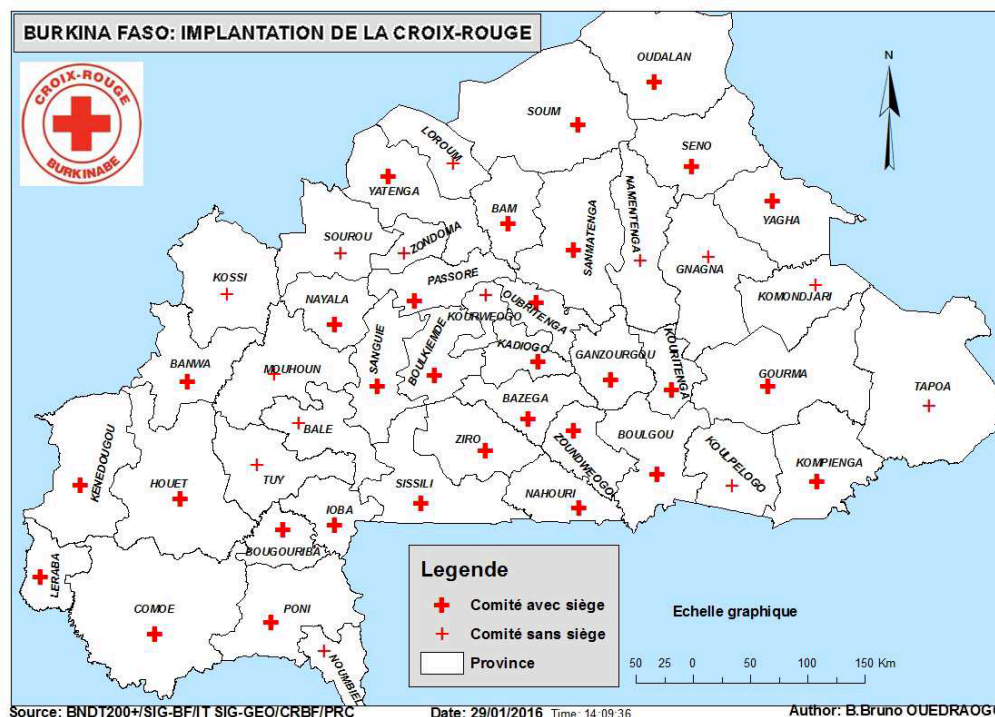
- * La communication, la promotion des principes fondamentaux du Mouvement et des valeurs humanitaires
- * La santé communautaire
- * La préparation et réponse aux catastrophes
- * L'eau, hygiène et assainissement
- * Le développement communautaire et la protection sociale
- * La protection de l'enfant.

Depuis sa création, la CRBF, conformément à son mandat, oeuvre à l'atteinte de ses objectifs humanitaires et reste engagée à se préparer afin d'y apporter une réponse en tout temps face aux crises et aux catastrophes récurrentes. Pour cela, elle renforce progressivement ses actions de prévention et de résilience à l'endroit des populations surtout en milieu communautaire aussi bien en temps de crise qu'en temps de paix. Dans cette perspective, elle initie des projets de développement ainsi que des projets entrant dans le cadre de la préparation et la gestion des catastrophes. Aussi, en vue d'une meilleure coordination de ses actions sur le terrain et pour une bonne lisibilité une évaluation de la finalité des objectifs humanitaires poursuivis, la CRBF s'est dotée d'outils de planification que sont le Plan Stratégique quinquennal, le Plan d'Action Annuel et les plans de contingence sur les éventuels situations de crise."

Objectifs stratégiques pour la période 2016-2020

Le plan stratégique qui court du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2020 s'appuie sur les priorités stratégiques suivantes :

1. Le développement institutionnel par le renforcement de la bonne gouvernance et la mobilisation plus accrue des ressources matérielles et financières.
2. Le développement des ressources humaines et notamment la mobilisation plus accrue des volontaires au niveau communautaire.
3. Le renforcement du système de communication et de la promotion des principes fondamentaux et valeurs humanitaires en tenant compte des enjeux économiques et socio-politiques actuels.
4. Le renforcement du système de santé et nutrition, notamment, la santé maternelle et infantile, la lutte contre la malnutrition, les maladies endémiques et épidémiques.
5. Le renforcement du système de préparation et gestion des crises et des catastrophes.
6. Le renforcement de la résilience des communautés vivant dans les zones vulnérables par un accompagnement en matière de construction d'abris durables.
7. L'amélioration de l'accès à l'eau et la promotion de l'hygiène et l'assainissement.
8. Le rehaussement du niveau de résilience des personnes vulnérables par le renforcement des moyens d'existence et la lutte contre l'insécurité alimentaire.
9. Le renforcement du bien-être des enfants par l'éducation et la protection des enfants de moins de 18 ans filles et garçons y compris dans les situations d'urgences.



II.6 Objectifs de l'évaluation

L'objectif de l'évaluation était d'une part de mesurer l'atteinte des résultats à travers l'appréciation des indicateurs objectivement vérifiables et ainsi d'apprécier les effets de la démarche suivie et de capitaliser les bonnes pratiques. Les TdR spécifient que l'évaluation abordera l'analyse du projet selon les critères standards d'évaluation : pertinence, efficacité, efficience et durabilité. Il était attendu que l'évaluation s'exprime de manière plus détaillée sur des questions spécifiques formulées dans les TdR et reprises dans le cadre d'évaluation (voir en Annexe I). Comme le projet ne connaîtra pas d'extension il était particulièrement important de tirer les enseignements en matière de pérennité et d'autonomisation des réalisations au bénéfice des communautés et des plus vulnérables.

Les parties prenantes les plus importantes de cette évaluation étaient la CRBF et la CRB, les autorités locales pertinentes au Burkina Faso, notamment du secteur de la Santé et du Développement Social, la Direction Générale du Développement belge (DGD) ainsi que les populations, hommes et femmes dans toutes leurs diversités, qui ont contribué à l'obtention des résultats et des effets de ce projet.

III METHODOLOGIE

III.1 Principes de base

En grandes lignes la méthodologie de l'évaluation était basée sur les principes de base et lignes directrices suivants : une démarche participative en vue du renforcement des capacités de tous les acteurs touchés lors de cet exercice, une évaluation axée sur son utilisation, une attention à la qualité des informations obtenues et la valorisation des connaissances existantes.

III.2 Déroulement, phases de l'évaluation

Un plan détaillé de toutes les rencontres et interviews réalisées lors de la mission se trouve en Annexe II.

Les principales étapes de l'évaluation étaient les suivantes :

- Etape de préparation
 - ✳ Briefing à Bruxelles au niveau du siège de la CRB
 - ✳ Planification de la mission : calendrier, organisation de la mission
 - ✳ Elaboration du cadre d'évaluation : questions d'évaluation, critères d'appréciation, outils
 - ✳ Collecte et lecture de documents : DTF du projet, rapports d'activités, documents de politique du Ministère de la Santé, de la CRBF et d'autres documents de support
- Etape de la mission au Burkina Faso
 - ✳ Briefing à Ouagadougou au niveau du bureau de la CRBF en présence du représentant pays CRB et de l'Assistant Coordinateur Santé et Chargé de Nutrition
 - ✳ Rencontres et interviews à Ouagadougou avec des représentants de la CRB, CRBF, les Coordinateurs des secteurs concernés, le Chef de projet
 - ✳ Interviews à distance avec les superviseurs du projet
 - ✳ Entretien avec une Conseillère de la DGD
 - ✳ Rencontres et interviews dans 3 villages : Dohouré-R, Gadiouga et Soffi.
 - ✳ Interviews/focus groupe avec les bénéficiaires (femmes et hommes)
 - ✳ Interviews avec des représentants des collectivités et des services techniques (agriculture, élevage, environnement)
 - ✳ Interviews avec représentants de la CR : Comité Provincial, volontaires CR
 - ✳ Entretiens avec agents du projet (animateur, superviseur)
 - ✳ Entretiens avec des relais communautaires, hygiéniste, membres des AUE, responsables des associations des femmes et des hommes, etc.
 - ✳ Visites des sites maraichers (Dohouré-R et Gadiouga)
 - ✳ Visite du centre de santé de Baraboulé, de l'unité de production du chlore
- Etape d'analyse et de restitution
 - ✳ Traitement et analyse de données collectées (transcriptions et synthèses des interviews, des focus group, des questionnaires ; analyse thématique).
 - ✳ Préparation de l'aide mémoire et restitution à l'équipe CRBF.
- Etape de rédaction et de débriefing
 - ✳ Rédaction d'une version provisoire du rapport

- * Suite à la réception des commentaires sur le rapport provisoire de CRBF et CRB, le rapport final et la synthèse seront rédigés et envoyés aux commanditaires de l'évaluation.
- * Débriefing à Bruxelles au niveau du siège de la CRB

III.3 Contraintes rencontrées

La mission s'est déroulée dans de bonnes conditions aussi bien au niveau du siège que pendant la visite de terrain grâce à l'appui de la CRBF et de la CRB. Les contraintes principales concernent l'absence physique d'une partie importante du staff par le fait que le projet était déjà clôturé et que le staff a été démobilisé (agents redéployés à d'autres fonctions et d'autres endroits, ou démissionné). Par ce fait une partie de la méthodologie proposée, notamment l'organisation d'un atelier de capitalisation, n'a pas été réalisée.

IV RESULTATS DE L'EVALUATION

Dans ce chapitre nous présentons les constats faits lors des toutes les étapes de l'évaluation et à travers les différentes méthodes de collecte et de triangulation des informations. Pour ce faire, nous suivons les critères d'appréciation – pertinence, efficacité, efficience, durabilité - et les questions d'évaluation y relatives proposées par le commanditaire.

IV.1 Pertinence

Est-ce que les actions concrètes mises en œuvre dans le cadre de ce projet au profit des communautés sont pertinentes au regard de leurs besoins identifiés et de l'évolution sécuritaire dans la zone?

Pour répondre à cette question nous avons comparé les priorités des bénéficiaires avec les priorités retenues par le projet d'une part et d'autre part nous avons estimé le degré de satisfaction des actions du projet par les bénéficiaires rencontrés dans 3 des 5 villages d'intervention.

Tableau 1 : Priorités des populations des 3 villages visités

	Nour- riture	Eau de boisson	Eau de production	Moyens de production	Moyens d'élevage	Sécurité	Santé
Gadiouga	2	1	4		3		
Dohouré	2	1		4		3	
Soffi	1	2	3			5	4

Les populations de Gadiouga, Soffi et Dohouré-R mentionnent toutes comme besoins : l'eau de boisson et de productions, la nourriture, les moyens de production et d'élevage, sans oublier la sécurité et la santé (par les femmes de Soffi). Pouvoir réaliser des activités qui génèrent un revenu est un besoin

pressant des populations qui aspirent de se fixer sur quelque chose de long terme d'où l'importance du maraichage en saison sèche et de l'élevage.

A Gadiouga, les paysans (H/F) saluent en particulier les techniques agricoles apprises comme la constitution des fourrages, mais insistent sur la possibilité de pouvoir s'approvisionner en aliments pour bétail avec l'entremise des unités industrielles du domaine de l'agro-alimentaire.

A Dohouré les personnes interrogées affirment sans détour l'importance du projet pour elles, en citant le jardin maraicher, les vivres, les latrines, les fosses fumières, les formations, etc. Néanmoins, les femmes de Dohouré se plaignent du fait que les bénéficiaires des petits ruminants sont presque tous des hommes. Elles disent que les bénéfices de cette activité profitent seulement aux hommes et pas à elles et leurs enfants et souhaitent que les femmes soient ciblées en premiers pour les élevages et petits ruminants. En effet, les femmes ont fait cette réclame parce que dans les faits, ce sont les chefs de ménage (hommes en majorité) qui assurent la gestion des petits ruminants. L'équipe du projet a bel et bien ciblé le ménage mais à l'arrivée, les hommes étaient aux commandes.

A Soffi les bénéficiaires confirment que les activités étaient pertinentes et efficaces sauf pour la question des cordons pierreux. En effet, les populations avaient sollicité un point d'eau (forage, digue, ...) pour réaliser des productions maraichères. Cependant, les techniciens ont conclu que les caractéristiques du village n'y étaient pas favorables. Les gens ont participé avec enthousiasme à la réalisation des cordons pierreux mais dans l'espoir d'avoir un point d'eau ce qui n'était pas l'objectif. Les femmes de Soffi ont souligné le fait qu'elles n'ont pas été écoutées comme un groupe à part avec des besoins spécifiques. Lors de l'entretien dans le cadre de l'évaluation, les femmes affirment que c'est la première fois qu'elles sont réunies séparément des hommes. Elles pensent que leurs besoins ne sont peut-être pas bien connus parce qu'à côté des hommes, elles ne s'exprimeraient pas convenablement sur leurs besoins.

« Nous les femmes, nous avons souvent des douleurs abdominales...on ne dit pas cela à un homme...quand vous venez et vous n'écoutez que les hommes, ils ne peuvent pas vous dire comment nous souffrons pour nos soins de santé...et puis le centre de santé de l'autre côté où nous sommes obligées de nous rendre, les agents nous accueillent mal...et les médicaments ne sont pas gratuits comme on le dit...nous serons mieux avec notre propre centre de santé. Il y a le problème d'eau qui était là et qui est toujours là. Dans deux mois, les animaux n'auront plus rien à boire parce qu'on sera préoccupé à en donner aux humains. Enfin, et de tout cœur, nous connaissons un village qui a changé parce que les femmes ont maintenant un espace pour faire des légumes... »

Focus groupe de femmes à Soffi

Signe important de la pertinence des actions menées par le projet est l'engagement manifeste des hommes et des femmes pour les activités de formations et de sensibilisation d'éducation nutritionnelle des femmes et enfants. Par ailleurs, les ménages ont participé à l'apport de céréales et ingrédients locaux pour les démonstrations de bouillie. Aussi bien les populations que les agents des Services Techniques (ST) ou le premier adjoint au maire ont témoigné que les activités prévues dans le cadre du projet répondaient aux besoins prioritaires des populations, bien que certains besoins n'aient pas trouvé de réponses, la satisfaction pour les acquis du projet est grande. Cependant, ils insistent systématiquement sur le prolongement de l'accompagnement et l'extension à de nouveaux villages de la commune (1^{er} adjoint au Maire de Baraboulé).

Le projet n'a pas changé de stratégie ou d'actions suite aux événements de l'insécurité dans la zone étant donné que les besoins liés spécifiquement à cette problématique (déplacements, camps de réfugiés) ont été pris en charge par d'autres projets. Le mérite de la CRBF est qu'elle n'a pas quitté la zone et que les activités ont été mises en œuvre comme prévu mais avec un ajustement – à certains moments - de la méthode et de la fréquence d'accompagnement. Par exemple, le staff du projet a opté pour une diminution de sa présence sur le terrain (suppléé par le déploiement plus accru des volontaires qui sont issus des villages). Les agents des ST ont fait la navette pour ne pas passer la nuit dans leur poste. Cela a créé chez les populations un sentiment de délaissement. Un agent de l'agriculture avoue que ce qui est fait à distance, de façon télécommandée ne peut avoir les mêmes résultats. Pour ce qui est de la distribution des vivres, le projet a adapté sa méthode en évitant le stockage des vivres à la commune et en travaillant avec les commerçants qui sont allés vers les villages.

Le projet s'insère-t-il dans les politiques nationales et priorités stratégiques du pays ?

Dans le document politique nationale de nutrition du Burkina Faso au niveau de la partie « analyse » est stipulé que « *les interventions sensibles en nutrition n'ont pas encore bénéficiés d'une politique multisectorielle cohérente d'où la nécessité de fédérer les actions de chaque secteur* »⁶. Par ailleurs, cette option a été reprise comme un des principes directeurs de la politique nationale de nutrition : « *dans le cadre de la multi-sectorialité, tous les secteurs clés concernés doivent apporter leur contribution à la mise en œuvre de la politique* »⁷. Il s'agit des secteurs de la santé, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de l'eau, d'hygiène et d'assainissement, de la protection sociale et de l'éducation.

Par son approche développée à travers les 4 volets, le projet répond à 4 des 8 objectifs spécifiques de la stratégie nationale de nutrition, notamment : (i) l'objectif spécifique 1: Promouvoir les pratiques optimales d'Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant avec un accent particulier sur les actions à base communautaire; (ii) l'objectif spécifique 2: Renforcer les interventions de sécurité alimentaire sensibles à la nutrition ; (iii) l'objectif spécifique 3: Renforcer les interventions d'eau, hygiène et assainissement sensibles à la nutrition ; (iv) l'objectif spécifique 4: Renforcer les interventions en matière de protection sociale sensibles à la nutrition, notamment par le cash-transfert et le transfert en nature au profit des plus vulnérables.

On peut donc confirmer qu'il y a cohérence entre la politique nationale de nutrition et les priorités stratégiques du Burkina Faso d'une part et la démarche adoptée par le projet d'autre part. Cependant, il y a une certaine tension entre les directives de l'Etat insistant sur la promotion de la mise à échelle des interventions et la démarche du projet optant de se limiter à 5 villages de la Commune Baraboulé pour ce qui est de l'ensemble du paquet des appuis prévus par le projet. Un des facteurs explicatifs de cette tension est que la CR fonctionne comme auxiliaire de l'Etat ce qui suppose qu'elle respecte les normes et les indicateurs établis par l'Etat. D'autre part, les moyens et le temps limités pour la mise en œuvre d'une démarche ambitieuse comme l'approche multisectorielle ne permettait pas d'être présent dans plus de villages. L'alternative a été de prévoir quelques actions au niveau de la Commune tandis que d'autres étaient uniquement destinées aux groupes cibles des 5 villages retenus.

⁶ Politique Nationale de Nutrition, Ministère de la Santé, 2016, p.10

⁷ Idem, p.16

Le projet s'insère-t-il dans le contexte institutionnel et s'appuie-t-il sur les structures officielles afin de renforcer l'existant ?

Le projet a collaboré avec les Services Techniques (ST) de l'Agriculture/Elevage, de l'Environnement, de l'Action Sociale, de l'Hydraulique et des contrats de collaboration ont été signés avec les Directions Provinciales. Un agent de l'agriculture a témoigné que le projet s'est tout à fait inséré dans leur dynamique. Ainsi, le projet a donné la possibilité de faire des activités qui sont dans leur mandat, mais pour lesquelles ils n'ont pas de financement. On peut donc dire qu'à travers la collaboration avec les ST au niveau local (région et province) le projet a pu valoriser les compétences de ces services. De plus, la proximité des services techniques doit permettre d'assurer le suivi et de valoriser les connaissances locales. Il s'agit des connaissances sur les pratiques culturelles, d'élevage, nutritionnelles, d'hygiène mais également des informations sur le fonctionnement des différentes associations des producteurs mises en place et des organisations existantes comme les CVD.

Le projet s'est fait remarquer par son intérêt aux aspects environnementaux à travers sa collaboration avec les services provinciaux de l'environnement. L'atteinte de certains résultats (p.ex. l'élaboration de la notice d'impact environnemental, l'installation des haies vives, l'acquisition des terres à récupérer, etc.) est imputable à la relation formalisée entre l'équipe du projet et les ST, avec la participation de la population.

La collaboration est également importante pour rappeler aux populations que ces services existent et qu'ils sont là pour servir la communauté. Elle donne en même temps une légitimité aux interventions. Cependant, il est à regretter que les apports en termes de ressources humaines et financières de l'Etat restent encore timides. Dans la commune de Baraboulé qui comprend 24 villages par exemple, il y avait une personne au niveau de l'agriculture/élevage ; au cours du projet, une deuxième a été ajoutée.

Mentionnons également la participation du Conseil Municipal à toutes les phases du projet qui est par ailleurs, perçue comme une condition nécessaire pour booster la participation des populations. Les décisions sur les orientations du projet sont prises par la Croix Rouge et communiquées aux autorités locales, aux services techniques de l'Etat et aux communautés.

“Les personnes comme les volontaires et les animateurs aussi avaient une bonne connaissance du terrain. J'ai vu que le comité provincial a été là jusqu'au bout...et puis nous autres les services de l'Etat, notre place a été reconnue et nous avons fait notre travail. Nous n'avons pas fait le travail de quelqu'un. Nous nous sommes complétés. J'allais oublier les techniciens qui ne sont pas dans la CRBF et qui ne sont pas chez nous aussi. Il y a des marchés attribués à des entreprises... J'ai beaucoup apprécié qu'on nous envoie des termes de référence(TDR) pour nous imprégner des activités. Quand tu as les TDR, tu vois ce qu'on attend de toi et tu commences sans attendre à préparer tes modules, et c'est comme cela que nous avons réussi...”

Témoignage d'un agent ST

Le projet est-il en cohérence avec la stratégie de la CRBF ?

La CRBF se donne comme ambition de renforcer progressivement ses actions de prévention et de résilience à l'endroit des populations surtout en milieu communautaire aussi bien en temps de crise qu'en temps de paix. Dans cet objectif, elle initie des projets de développement ainsi que des projets entrant dans le cadre de la préparation et la gestion des catastrophes.

Le projet à travers son approche multi-sectorielle avec un volet sur la Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, un volet sur la Nutrition, un volet sur le WASH et un volet sur la Réduction et la Prévention des crises alimentaires répond aux 5 des 9 objectifs stratégiques de la CRBF formulés dans son Plan stratégique 2016-2020⁸.

- N° 4 : Le renforcement du système de santé et nutrition, notamment, la santé maternelle et infantile, la lutte contre la malnutrition, les maladies endémiques et épidémiques.
- N° 5 : Le renforcement du système de préparation et gestion des crises et des catastrophes.
- N° 6 : Le renforcement de la résilience des communautés vivant dans les zones vulnérables par un accompagnement en matière de construction d'abris durables.
- N° 7 : L'amélioration de l'accès à l'eau et la promotion de l'hygiène et l'assainissement.
- N° 8 : Le rehaussement du niveau de résilience des personnes vulnérables par le renforcement des moyens d'existence et la lutte contre l'insécurité alimentaire.
- N° 9 : Le renforcement du bien-être des enfants par l'éducation et la protection des enfants de moins de 18 ans filles et garçons y compris dans les situations d'urgences.

IV.2 Efficacité

Le projet a-t-il atteint ses résultats et objectifs ?

Pour répondre à cette question d'efficacité nous faisons référence d'abord au cadre logique et ses indicateurs (y compris le cadre de rendement) mais également aux contributions des populations, des autres parties prenantes dont premièrement le staff responsable pour la mise en œuvre du projet.

Objectif spécifique

Pour mesurer l'atteinte de l'objectif spécifique du projet, notamment de répondre aux besoins les plus urgents de la population de 5 villages du Soum en termes d'accès à l'alimentation et à la santé, deux paramètres/indicateurs ont été retenus, notamment une alimentation acceptable et la prévalence de la malnutrition aigüe dans la commune.

Tableau 1 : Indicateurs p/r à l'objectif spécifique

Indicateurs	Baseline 2015	Cible	Fin 2017
IOV 1 : % des ménages les plus pauvres des 5 villages ciblés ayant un score de consommation alimentaire acceptable	26%(*)	90%	87,34%(***)
IOV 2 : la prévalence de la malnutrition aigüe dans la commune ciblée a diminué de 15%	13,7%(**)	11,6%	12,4%

(*) Enquête ADRA Janvier 2015

(**) Enquête SMART (niveau Provincial)

(***) Enquête SCA en période de soudure

⁸ Plan stratégique - Reponse aux besoins humanitaires, 2016-2020, Burkina Faso

Pour la collecte des informations par rapport au premier indicateur la même approche que celle de l'enquête ADRA a été utilisée, pendant la période de soudure, et avec les mêmes ménages. Le score est très bon et atteint presque la cible. Cependant, l'enquête a été réalisée au niveau du « ménage » ce qui se justifie par le fait qu'en général tout le monde mange le même plat. Cependant, il est connu que certaines « pratiques/croyances culinaires » persistent, en particulier sur l'alimentation des femmes et des enfants, par exemple par rapport à la consommation des œufs ou de la viande. Pour cette raison il aurait été plus indiquée de faire cette analyse de façon différenciée, c'est à dire au niveau individuel : ce que les hommes, les femmes, les filles, les garçons ont consommé pour la période donnée.

Ce bon score est dû au fait que le projet a favorisé : (i) **la disponibilité** des aliments, premier pilier de la Sécurité Alimentaire (SA), par l'accès à l'eau potable, la distribution des vivres, l'amélioration de leur propre production, (ii) **l'accessibilité** de la nourriture, deuxième pilier de la SA, par l'augmentation du revenu (*cash for work*, vente de produits maraichers ou de bétail) ; (iii) **la consommation**, troisième pilier de la SA par la diversification alimentaire (produits du jardin, promotion des PNFL : moringa et baobab, et l'amélioration des connaissances nutritionnelles acquises).

Le deuxième indicateur n'a pu être documenté suffisamment car les données disponibles (enquête SMART) concernent **la province** d'intervention et ne sont donc pas assez spécifiques pour s'exprimer par rapport à la situation dans **la commune**. Par manque des données spécifiques aux villages, le projet a fait recours aux analyses comparatives du PB avec des villages témoins.

Les principaux résultats de cette analyse comparative sont :

- Prévalence de la MAM chez les enfants de 6 à 59 mois : 3,1% dans les villages témoins contre 2,3% dans les 5 villages couverts par le projet et 9,1% dans la province du Soum.
- Prévalence de la MAS chez les enfants de 6 à 59 mois : 1,5% dans les villages témoins contre 1,5% dans les 5 villages couverts par le projet et 3,4% dans la province du Soum.

Les prévalences sont similaires dans les deux zones (5 villages couverts par l'approche multi-sectorielle et 5 villages couverts seulement par des activités ponctuelles de nutrition). Cependant, on note une différence significative entre les prévalences de la MAM et de la MAS de la commune d'intervention du projet et celles de la province. Cette différence ne peut être attribuée exclusivement au projet à cause des autres interventions dans la même zone mais on peut affirmer que le projet y a fortement contribué au regard des réalisations multi-sectorielles ayant adressé les causes sous-jacentes de la malnutrition.

En effet, certaines actions du Volet « Nutrition » (R2) ont touché non seulement les 5 villages ciblés mais aussi toute la commune : (i) des campagnes annuelles intégrées pour la survie de l'enfant, (ii) le dépistage et à la référence communautaire de la malnutrition aiguë et de ses pathologies associées et (iii) l'organisation de *blanket feeding* en période de soudure au profit d'enfants (6 à 23 mois) et des FEFA.

Résultat 1 : Les moyens d’existence des ménages les plus pauvres sont améliorés dans les villages ciblés

Tableau 2 : Indicateurs p/r au résultat 1⁹

Indicateurs	Baseline	Cible	2017
IOV1 : % des ménages les plus pauvres ciblés des 5 villages ayant augmenté/diversifié leurs revenus pendant la durée du projet	X	80%	82%
IOV2: % des ménages vulnérables qui ont amélioré leurs connaissances dans les domaines agricole/élevage leur permettant d’améliorer leur productivité	57%	80%	74%

Le rapport HEA de 2012, nous informe que les principales sources des revenus pour les ménages pauvres et très pauvres de la région sont entre autre la vente des animaux ou sous-produits animaux à 43,1%, les transferts reçus à 4,6 %, et le travail journalier à 38,5 %. Le revenu moyen annuel des ménages est 200 000F CFA pour le groupe des « très pauvres » et environ 300 000F CFA pour les « pauvres ».

L’objectif du projet était d’augmenter ou de diversifier les revenus avec 80%. Le score du 82 % est donc très positif et est à mettre surtout à l’actif des actions de renforcement de la production agricole (agriculture et élevage) et aux transferts monétaires (465 ménages) pendant les périodes de soudure qui ont permis aux bénéficiaires de ne pas déstocker leurs moyens d’existence. Le *cash for work* a été une activité importante pour occuper les jeunes et a été bien apprécié : « *Les gains en argent occasionné par les cash for work a permis de « boire du café certains matins* ». Aussi avec cet input les familles ont eu de revenus pour gérer le quotidien, sinon tout argent est utilisé pour l’achat de la nourriture et il ne reste pas grand chose pour réinvestir dans les activités productives. Les paysans témoignent également du renforcement de leurs revenus grâce à l’élevage : «...avec la vente de quelques poulets, j’ai acheté deux jeunes béliers pour renforcer mon élevage...Ce sont des résultats concrets et tout le monde voit ».

L’augmentation de la production agricole a été favorisée par l’application des formations en techniques culturales qui - par ailleurs - n’étaient pas uniquement destinées aux plus vulnérables. En effet, pour ce volet, les résultats sont tangibles selon l’agent de l’agriculture. Il fait référence aux terres récupérées avec les cordons pierreux, aux demi-lunes, la technique du zaï, les jardins maraichers, les vivres et les semences. Cependant, la cible du projet par rapport au renforcement des connaissances agricoles et d’élevage n’a pas été atteinte. Les constats sur le terrain confirment la faiblesse à ce niveau. L’agent de l’élevage par exemple a mentionné la mortalité du petit bétail due à l’apprentissage lent des techniques par les bénéficiaires ou à l’insuffisance de leur collaboration dans le traitement sanitaire (déparasitage et vaccination) des animaux. Ceci s’explique en partie par la courte durée du projet. Néanmoins, le Conseil municipal est d’avis que le résultat du projet n’est pas seulement l’acquisition des connaissances mais également un changement dans l’aptitude des populations à la faveur des formations dispensées aux acteurs dans la réalisation du projet ce qui nous semble très important.

La production maraîchère n’a pas connu un développement conséquent dans tous les villages à cause des problèmes d’accès à l’eau et des ressources limitées du projet. Au cours de 2017, le projet a

⁹ Teste de connaissances + enquêtes PDM (post distribution monitoring)

réhabilité 6 forages et réalisé 5 forages dont 3 PMH et 2 forages maraichers équipés de système solaire. La réalisation des deux forages maraichers a été opérée pour faire face aux difficultés rencontrées dans les villages de Gadiouga et de Dohouré (puits négatifs).

A Gadiouga les résultats de l'élevage de petits ruminants sont encourageants. Au nombre des bénéficiaires figurent des femmes chef de ménage avec de bons résultats. La distribution de coupons alimentaires a été d'une aide considérable pour la plupart des ménages vulnérables bénéficiaires. En ce qui concerne le maraichage, l'aménagement du jardin a été marqué par 3 puits et un forage PMH négatifs, l'installation d'un forage équipé d'un dispositif d'énergie solaire et d'un réservoir de 1000 litres. Pour raison de panne du dispositif d'énergie solaire l'utilisation de la pompe est contingentée car elle est devenue une pompe à motricité humaine. L'insuffisance d'eau pour les productions fait que les femmes multiplient les va-et-vient vers des forages hors du jardin pour compléter leurs besoins en eau. Le rythme d'arrosage des légumes, des plantes potagères et des haies est très faible pour espérer de bons rendements.

A Dohouré la satisfaction pour les acquis du projet est reconnue. Cependant, la faiblesse des rendements des champs a été citée avec insistance. Le champ collectif a été décevant car les paysans ont récolté seulement 4 sacs de mil sur 1 hectare, en raison d'une pluviométrie catastrophique. Quant au maraichage, le village a connu également 2 puits négatifs sur 4. Le débit de l'eau n'y est pas important à cause de la faiblesse de la nappe ce qui ne facilite pas le remplissage des bassins. Les femmes sont obligées de compléter les besoins en eau du jardin par des apports issus des autres forages du village assez distants. Les ventes et les consommations familiales des produits du jardin sont encore dérisoires cette année. Les deux femmes qui ont bénéficié des poulaillers modèles sont absentes du village. L'une se trouve sur un site d'orpillage et l'autre s'est déplacée à Djibo avec sa famille (et avec les poules) en raison de la situation sécuritaire.

A Soffi tout est apparu efficace pour toutes les activités sauf pour la question des cordons pierreux. Comme déjà mentionné sous le point de la pertinence, la population avait d'autres attentes, notamment l'eau pour la production maraichère, elle n'a pas compris la finalité de l'action et troisièmement, ils n'ont pas encore vu de résultats tangibles de leurs efforts. Si les populations se sont satisfaites des *cash for work* dans les travaux d'aménagement, la destination des pierres en particulier, est unanimement perçue comme une déception.

« ...Nous cherchons à savoir jusqu'à quoi vont nous servir ces pierres que nous avons alignées. Le sable est toujours en train de partir... et on a dit que les herbes vont pousser, mais nous ne voyons rien... si on ne va pouvoir cultiver làbas, je ne vois pas pourquoi nous avons fait cela».

Résultat 2 : Les enfants de 0-5 ans et les FE/FA des villages ciblés ont un accès amélioré aux services d'ANJE et de dépistage de la malnutrition

Tableau 3 : Indicateurs p/r au résultat 2

Indicateurs	Baseline	Cible	2017
IOV1 : % de femmes enceintes et allaitantes sensibilisées sur l'ANJE ayant amélioré leurs pratiques	45%	60%	80%
IOV2 : % d'enfants de 0-5 ans de la commune ciblée ayant été dépistés et ayant reçu une supplémentation alimentaire	14%	80%	100%
IOV3 : % des enfants malnutris de la commune référés par le réseau communautaire qui ont intégré le programme de prise en charge	65%	75%	54%

Le premier indicateur du résultat 2, notamment la promotion de l'ANJE, a été suivi à partir des rencontres des GASPA et a donné un résultat très positif. Il s'agit de la mise au sein précoce, de l'allaitement exclusif ou de la diversification de l'alimentation de l'enfant. **Le deuxième indicateur** est également très positif : 100%. La première année 8178 enfants de 6 à 59 mois ont pu bénéficier de la farine infantile enrichie ; la deuxième année il s'agit de 3368 enfants de 6 à 23 mois durant la période de soudure.

Ces résultats positifs s'expliquent par les efforts du projet en termes de distribution des farines enrichies en période de soudure, d'animations mensuelles (711 en total) des 44 GASPA sur les bonnes pratiques d'ANJE, la formation et équipement de 7 femmes relais communautaires sans oublier l'engagement des 15 personnes ressources volontaires (PRV) qui ont appuyé régulièrement le travail des relais communautaires par l'animation de sessions de dialogues communautaires en raison d'une session par mois et par village. En total 958 FE/FA des 5 villages¹⁰ ont participé aux animations dans les GASPA; 496 détenteurs de pouvoirs décisifs dont 387 grand-mères ont participé aux dialogues communautaires. La spécificité des campagnes était qu'on a agi sur différents aspects, p.ex. l'eau blanche pour les femmes enceintes et allaitantes et la farine infantile enrichie pour les enfants (action en partenariat avec le GRET).

Les sensibilisations dans les communautés sont complétées par une campagne d'émissions radios (de novembre 2016 jusqu' en juillet 2017) avec un programme socioéducatif diffusé dans les quatre principales langues de la zone d'intervention (Mooré, Fulfuldé, Koronfé, Français).

Mentionnons également le suivi et la supervision par l'équipe projet, les infirmiers chefs de poste des CSPS et des volontaires CR. En somme, la multiplicité des canaux et des moments de diffusion des messages a, semble-t-il, permis de mieux fixer les enseignements clés dans l'esprit des populations et d'avoir ces résultats.

Le troisième indicateur est en dessous de la cible de 75% et de la *baseline* (65%) mais en fait, il ne traduit plus l'effort communautaire (y compris celui des GASPA) en matière de dépistage car avec l'introduction de la stratégie PB à domicile par le projet nutrition financé par ECHO en 2017 dans tous les villages de la province, les enfants dépistés et référés directement par les parents ne sont pas enregistrés au niveau des CSPS comme provenant du réseau communautaire. Toutefois, la première

¹⁰ Rapport Final 2RSAN, p.13

année 7517 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés de la malnutrition, la deuxième année 7024 enfants (6 à 59 mois). Ce dépistage a permis de diagnostiquer pour la première année 107 nouveaux MAM et 15 nouveaux MAS et pour la deuxième année, 109 nouveaux MAM et 44 nouveaux MAS tous référés vers les CSPS pour la prise en charge.

Egalement dans ce domaine du résultat 2 de l'amélioration de l'accès aux services d'ANJE, le projet a appuyé 10 ménages des GASPA à la réalisation de poulaillers modèles. Cette action a permis aux 10 ménages de diversifier les recettes alimentaires et d'acquérir des ingrédients. Au-delà, les enquêtes réalisées n'ont pas mis en exergue des réplifications par d'autres familles de ces expériences de poulaillers modèles à ce stade. Comme on peut l'imaginer, dans l'appréciation de ce résultat par les populations, il est apparu lors de nos rencontres que les populations ont beaucoup parlé des réalisations visibles ou plus tangibles comme le jardin, les cordons pierreux, les latrines, les forages et puits, les animaux ...et beaucoup moins des aspects comme les connaissances apprises dans l'éducation nutritionnelle à travers les séances des GASPA et les démonstrations culinaires ou des poulaillers ou cours modèles.

Résultat 3 : L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et les conditions d'hygiène des populations sont améliorés dans les villages ciblés

Tableau 4 : Indicateurs p/r au résultat 3 ¹¹

Indicateurs	Baseline	Cible	2017
% de ménage des 5 villages ciblés ayant accès à une source d'eau potable (moins de 3 km)	52%	65%	99%
% de ménage des 5 villages ciblés disposant de latrines	2%	10%	91%
% de ménage des 5 villages ciblés qui pratiquent le lavage de mains aux moments clés	25%	50%	79%

Le projet a fait un important effort pour rendre accessible l'eau potable pour les ménages par la réhabilitation de 6 forages avec pompes à motricité humaine (PMH) et par la construction de 3 forages PMH et 2 forages maraichers servant également de sources d'approvisionnement en eau potable. Comme déjà mentionné plus haut, la pauvreté de la nappe phréatique est la raison principale des difficultés rencontrées dans la réalisation des infrastructures en eau (surtout à Gadiouga et à Dohouré). Un autre souci concerne les capacités des Associations des Usagers d'Eau (AUE) pour la gestion des points d'eau. Malgré les formations des AUE dans le cadre du projet, le Point focal WASH de la Commune de Baraboulé est d'avis que les AUE sont peu performantes, peu fonctionnelles et ne respectent pas encore les obligations contractuelles établies avec la mairie. Chaque AUE devrait verser 7500F/an par forage pour constituer un fonds d'entretien des installations mais le niveau de recouvrement est jugé insignifiant à cette date. C'est donc un défi de pouvoir renforcer davantage la fonctionnalité des AUE en vue d'un meilleur suivi et recouvrement, sans quoi la durabilité des installations s'en trouverait affectée. En effet, il est indispensable d'avoir des ressources financières pour employer les artisans réparateurs aux tâches de réparation des ouvrages. Toujours selon le Point focal WASH, la situation sécuritaire actuelle ne favorise pas encore des actions dans le sens d'une mobilisation. Neuf artisans réparateurs (dont celui de la Commune de Baraboulé) ont été formés et

¹¹ Rapport Final 2RSAN, 2018, CRBF

informés sur la réforme de l'eau et leur rôle et responsabilité dans son processus. Les sessions pratiques de la formation les ont aussi permis de se recycler à la maintenance des PMH.

Malgré les difficultés, le premier indicateur du volet WASH nous informe que 99% des ménages des 5 villages ciblés ont une source d'eau potable à une distance de 3 km. Cependant, le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement a défini la norme à 1 km; dans ce cas le taux pour les 5 villages revient à 71% ce qui est toujours au-dessus de la cible.

Quant aux latrines, le résultat est également très satisfaisant car 91% de ménages en disposent. La cible (10%) a été dépassée largement ce qui est positif mais également signe du fait que la cible était sous-estimée. Toutefois, l'action a contribué à la prévention des maladies liées au péril fécale, à la protection de l'intimité des hommes et femmes ainsi qu'à leur sécurité. Mentionnons également que d'autres intervenants ont travaillé sur la même problématique. Ainsi, Soffi a été déclaré village ayant atteint le statut de « Fin de Défécation à l'Air Libre » en octobre 2016 dans le cadre d'un projet de *Danish Refugees Council*. Ces initiatives de tiers ont sans doute joué sur le nombre de latrines réalisées.

Les données par rapport au lavage des mains sont également très positives et montrent que des sessions de sensibilisation par les hygiénistes ont été efficaces. Au total 1360 séances de sensibilisation de proximité des populations sur les bonnes pratiques en matière d'EHA ont eu lieu dans les 5 villages ciblés. Cependant, ce bon résultat ne peut pas être entièrement affecté au projet car dans le cadre du projet Nutrition il y a également la promotion de bonnes pratiques dans le même objectif.

L'unité de production de chlore au niveau du centre de santé et les effets - une meilleure hygiène dans le centre de santé – sont au profit de toute la population de la commune. Cependant, le projet n'a pas eu le temps pour diffuser cette méthode de désinfection au niveau des populations, c'est à dire, application au niveau domicile. Il faut dire aussi que pour le moment le besoin n'est pas réellement ressenti ni par les CS ni par les ménages. L'existence de l'eau de javel en est un facteur explicatif mais l'équipe du projet est d'avis que l'alternative, la production de chlore sur place, est intéressante en vue de l'autonomisation des CS. Aussi, l'offre actuelle de 20 l à 2% de concentration est insuffisante. L'utilisation médicale exige 5% et une production plus importante (40 l à 80 l/jour) était prévue. Le dispositif solaire n'a pas d'accumulateur ce qui veut dire que l'énergie ne peut pas être stockée, facteur limitatif pour augmenter la production, en plus de la dépendance conjoncturelle à l'ensoleillement qui ne serait pas suffisante pendant certaines périodes de l'année.

Résultat 4 : La capacité de réponse aux crises alimentaire de la commune ciblée est renforcée

Tableau 5 : Indicateurs p/r au résultat 4¹²

Indicateurs	Baseline	Cible	2017
Nb de villages ciblés ayant identifiés les principales catastrophes auxquelles ils doivent faire face et ont mis en œuvre des mesures de mitigation	0	5	5
La commune ciblée est dotée d'un plan de contingence sécurité alimentaire, validé par l'ensemble des parties prenantes.	0	1	1

¹² Rapport Final 2RSAN, 2018 CRBF

Les capacités des 5 villages de répondre aux crises alimentaires ont été renforcées par la mise en place des comités d'alerte précoce, leur formation en secourisme à base communautaire et équipement en catakits. Les villages ont identifiés également les principales catastrophes auxquelles ils doivent faire face et mettre en œuvre des mesures de mitigation. Ensuite ils ont réalisé des actions de mitigation de risques dont les principales sont : (i) la récupération de terres dégradées ; (ii) l'application des techniques agricoles enseignées (zaï, production de fumure organique, utilisation de semences améliorées) pour améliorer la production agricole, (iii) fauche et conservation de fourrage et (iv) soins vétérinaires. Le niveau concret des actions qui concernent la protection de l'environnement en lien avec les activités agricoles et la prévoyance en lien avec les activités de l'élevage fait preuve de la pertinence de l'exercice et du niveau de la compréhension des défis.

Les capacités de la commune ont été renforcées par la formation des membres du COPROSUR et CODESUR sur la réalisation d'EVC, le secourisme, l'élaboration de plan de contingence, la simulation d'une crise alimentaire. Un plan de contingence sécurité alimentaire a été élaboré et validé par l'ensemble des parties prenantes.

La commune a bénéficié également d'un magasin de stockage au niveau de Djibo avec une capacité d'entreposage de 200 tonnes. Le magasin a déjà servi à l'entreposage des vivres et non vivres des différents acteurs ayant apporté une assistance aux déplacés internes suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans la province (COPROSUR, CICR, Consortium Croix-Rouge/MDME).

La structure du projet est-elle appropriée pour atteindre ses objectifs de manière efficace ?

La structure du projet se présentait comme suite :

- ✳ La tutelle était assurée par la Coordination de la Santé
- ✳ Le projet était lié à 3 Coordinations : Santé, SA, WASH/PRC
- ✳ La coordination du projet était assurée par l'Assistant Coordinateur Santé et Chargé de Nutrition
- ✳ L'équipe de terrain était composée d'un Chef de projet, 3 Superviseurs et 5 Animateurs
- ✳ Les volontaires CR déployés aux côtés des animateurs dans les villages
- ✳ Le Comité de suivi était composé du SG, Assistant Coordinateur Santé, 3 Coordinateurs, DAF, DEP, CP, RP

La structure du projet était cohérente avec les ambitions et l'approche du projet et appropriée pour atteindre les objectifs visés. Comme il s'agissait d'un projet axé sur la malnutrition, il était évident qu'il soit sur la tutelle de la Coordination de la Santé. L'approche multisectorielle exigeait l'intégration des trois coordinations ce qui a été respectée.

La composition de l'équipe terrain avec un chef de projet et 3 superviseurs responsables pour 3 volets a suivi la logique du projet bien que le volet 4 n'a pas eu de superviseur. Ceci s'explique par le paquet d'activités relativement limité pour ce volet et c'est la Coordinateur WASH/PRC qui a assuré la supervision et la coordination de ce volet.

L'implication des volontaires CR à travers les branches répond à la philosophie de la CR et constitue une de ses forces surtout en vue de la pérennité des acquis du projet.

Le Comité de suivi s'est réuni chaque trimestre pour faire le suivi de la réalisation des activités et du budget. Il y a eu des réajustements aussi bien au niveau des actions qu'au niveau du budget suite aux nouvelles réalités et problèmes vécus. La gestion des ressources humaines suite à la situation d'insécurité dans la Province du Soum et leur grand turn-over a été également un sujet à gérer.

Quelle influence la dégradation sécuritaire dans la zone d'intervention a pu avoir sur l'atteinte des résultats et de l'objectif spécifique ?

La situation sécuritaire s'est fortement dégradée en 2017 dans la zone d'intervention du projet, engendrant des déplacements importants de populations fuyant la violence. Cette dégradation a eu un impact négatif important sur la réalisation des activités du projet et a biaisé les résultats du projet. Plusieurs familles ou individus dont des relais communautaires ont quitté les villages ciblés par le projet ce qui fait que la communauté et les associations sont affaiblies. En plus, pour ceux qui sont restés, s'organiser et se réunir n'est pas toujours possible alors que être en groupe et collaborer est important surtout pour les ménages ou personnes les plus vulnérables.

La question sécuritaire est bien évidemment une préoccupation de l'équipe du projet et des autres parties prenantes. La présence des animateurs a été revue à la baisse après les attaques djihadistes en mi-période de mise en œuvre du projet.

Lorsque la situation de crise des attaques terroristes a obligé les animateurs à faire moins de sorties de terrain, les volontaires ont été déployés, avec les ressources non consommées des animateurs, alors, et les activités ont pu connaître une continuité. Cependant, pas mal d'activités ont connu des retards de réalisation (puits, forages, latrines, acquisition de certains matériel, certaines formations, simulation des catastrophes, EVC, élaboration du plan de contingence, etc.), et d'autres ont connu des retards en conséquence. Egalement, l'implication des services techniques a souvent souffert de ces retards.

Le fait que le staff et les partenaires du projet comme les services techniques n'ont pas pu déployer leurs activités comme planifiés a eu des effets négatifs sur les résultats : p.ex. les techniques culturelles ne sont pas maîtrisées complètement, les AUE ne maîtrisent pas la gestion de points d'eau. Ces faiblesses constituent surtout un problème de pérennité.

Il est vrai que les volontaires CR ont pris la relève et ont assuré le suivi des activités mais ils ne peuvent pas remplacer tout à fait le personnel du projet. Surtout le sentiment d'être délaissé règne parmi la population.

IV.3 Efficience

Dans quelle mesure les moyens mis à disposition ont-ils été adéquatement utilisés pour atteindre les résultats ?

En général les populations sont contentes des moyens mises à leur disposition bien que beaucoup disent que ce n'est pas assez et surtout que la durée du projet - avec seulement 17 ou 18 mois de travail effectif en raison des retards accusés au démarrage - n'a pas suffi.

Le responsable CVD et chef du village de **Soffi** a confirmé que les moyens ont été utilisés adéquatement dans le sens que ceux qui devaient être bénéficiaires l'ont été. Ils disent aussi savoir qu'une longue chaîne d'acteurs travaille pour qu'ils aient leur part. Cependant, à Soffi le sujet de la déception au niveau de cordons revient systématiquement à chaque fois qu'on évoque la question de l'utilisation des moyens.

A Douhouré les bénéficiaires disent que les moyens pour la mise en oeuvre ont été utilisés correctement mais ils insistent aussi sur le fait que « *nous savons qu'il nous faut plus parce qu'ici il y a beaucoup de besoins mais ce qui est fait va dans ce sens...* »

Un seul cas d'un volontaire CRBF nous a été signalé qui a été accusé de confiscation de cash pour beaucoup de travaux ce qui a failli démobiliser les travaux. Les populations ont alors saisi ses supérieurs qui ont résolu le problème.

Des changements dans l'utilisation des moyens financiers ont eu lieu suite à la situation d'insécurité. L'équipe du projet est moins sortie vers les populations ; par contre les leaders et volontaires communautaires de la CR ont assuré davantage le suivi des actions. Alors, leurs capacités en termes de moyens financiers pour les sorties ont été renforcées (2500 FCFA pour le carburant, pour leurs sorties). Par ailleurs, un suivi budgétaire rigoureux était fait tous les mois pour permettre l'utilisation optimale des fonds mis à la disposition du staff.

Egalement intéressant a été le partage des coûts de fonctionnement et de certaines RH du niveau central entre le projet 2RSAN et le projet Nutrition financé par Echo et mis en oeuvre par la CRBF, la CRB et MDM. Il y a eu le souci permanent d'éviter les doublons, mais sur le terrain il n'y a pas eu beaucoup d'imbrication avec le projet Nutrition plus focalisé au niveau des centres de santé. Les superviseurs WASH de ce projet n'étaient plus là et les agents restants ont par moments privilégié chacun son domaine propre au détriment des espaces de partage comme en témoigne les propos d'un d'entre eux : « *chacun court derrière ses propres résultats* ».

L'implication des volontaires a-t-elle contribué à une allocation plus efficiente des ressources ?

L'implication des volontaires a effectivement contribué à une allocation plus efficiente des ressources. Facilement mobilisable, les volontaires CR par leur engagement se sont rendus disponibles aux services de la communauté sans rémunération mais avec un perdiem et des frais de transport, en particulier lorsque l'équipe projet a diminué sa présence sur le terrain en période d'incertitude sécuritaire, comme déjà évoqué. Le rôle important des Cellules Relais Volontaires a été évoqué par les superviseurs. Les membres ont été impliqués dans toutes les formations et ils sont supposés de jouer le rôle de relais ; c'est à eux de prendre contact avec les ST quand les populations en ont besoin. Les CVD (7 H+F) ont

joué également un rôle important pour la mobilisation des populations, de même pour le maire par son rôle d'acteur.

Quoique leur apport ait été important, on a quand même noté la présence de volontaires qui ne savaient ni lire ni écrire. Cela a créé plus de charges chez les animateurs principalement, au niveau du système de rapportage et de collectes d'informations pour le suivi.

L'adéquation entre les moyens disponibles et résultats attendus était-elle appropriée ?

Tableau X : Aperçu du budget et taux de consommation

Rubrique/résultat	Montant validé	Montant dépensé	Taux de consommation
Résultat 1	176.611	171.544	97
Résultat 2	141.263	135.937	96
Résultat 3	53.042	37.247	70
Résultat 4	46.675	24.297	52
Programme social	417.591	369.025	88
Investissements	186.062	197.483	106
Fonctionnement	335.748	308.159	92
Global projet	939.401	939.393	100

Le tableau X montre que le budget prévu pour l'exécution du projet a été consommé à 100%. Cependant, par moyens nous ne considérons pas seulement les moyens financiers mais également les ressources humaines (= connaissances), les moyens logistiques, and last but not least « le temps ». Les parties prenantes sont partagées pour ce qui est des moyens disponibles pour un bon accompagnement des bénéficiaires et des structures locales et pour atteindre les résultats prévus. Certaines sont d'avis que les budgets (après réajustements) étaient adéquats pour réaliser les activités pour les différents volets. D'autres ont évoqué le fait que certaines activités n'ont pas été planifiées suite aux insuffisances du budget : l'aménagement de bas-fonds, le développement des AGR, l'unité de transformation de la farine enrichie, les difficultés de prise en charge des services techniques/autorités. D'autres ont suggéré – si le budget était à refaire – d'augmenter l'enveloppe pour le volet nutrition pour : (i) couvrir toute la période de soudure en ration de protection pour les enfants. (au lieu de 3/5 mois) et (ii) d'augmenter le nombre de villages à couvrir en ANJE.

Une autre remarque concerne le facteur « temps ». En effet, la durée du projet était de 2 ans mais la situation politique et sécuritaire a impacté le démarrage et l'exécution du projet, raison pour laquelle une prolongation de 2 mois a été acceptée. Cependant, un projet de relèvement doit au moins prendre 4 à 5 ans pour pouvoir mettre en œuvre correctement toutes les actions et pour pouvoir apprécier l'impact.

Les réajustements du budget présentés ci-dessus¹³, permettant une réorientation des moyens financiers, ont permis de disposer des moyens nécessaires pour obtenir les résultats prévus.

¹³ Rapport Financier 2RSAN, CRBF, décembre 2017

Investissements : 106 % de consommation

Immobilier :

- ✳ Construction/Réhabilitation (puits, latrines, forages) : dépassement dû à la réalisation de deux forages PMH à la suite des difficultés rencontrées avec les 5 puits.
- ✳ Construction / Réhabilitation de magasin de stockage : réajustement de la ligne pour prendre en compte la réhabilitation des bureaux en province et en capitale.

Mobilier :

- ✳ L'héritage prévu de la logistique (motos, véhicule, matériel bureautique, informatique) du projet nutrition financé par Echo n'a pas été possible car celui-ci s'est poursuivi d'où la nécessité de réajuster le budget pour prendre en compte le nouveau besoin.

Résultat 1 : 97% de consommation

- ✳ Ciblage des ménages les plus vulnérables à travers la méthode HEA dans les 5 villages ciblés : enquête HEA non réalisée; prise en compte de l'enquête HEA réalisée par le Ministère de l'agriculture (niveau de la province) en 2012 pour réactualiser la liste des bénéficiaires.
- ✳ Appui des ménages les plus vulnérables à la production agricole et à l'élevage : réduction liée à la diminution du nombre de ménages bénéficiaires.
- ✳ Aménagement de terres dégradées au profit des populations les plus vulnérables : augmentation de la ligne pour tenir compte de l'engouement des bénéficiaires *au cash for work*, pour la récupération des terres dégradées.
- ✳ Transfert monétaire au profit des ménages les plus vulnérables durant la période de soudure : montant de l'an1 a été révisé à la hausse pour subvenir aux besoins alimentaires des ménages et leur éviter de déstocker leurs moyens d'existence.
- ✳ Développement de sites maraichers dans les villages ciblés ayant des capacités d'irrigation : ligne a été revue à la hausse pour prendre en compte les aspects environnementaux dans le projet (notice d'impact environnemental et social, mise en œuvre du plan de gestion environnemental et social) et l'implication de plus de volontaires au moment des périodes de suspension des sorties liées à l'insécurité.

Résultat 2 : 96% de consommation

- ✳ Mise en oeuvre du PISA au niveau des 5 villages ciblés : réduction liée au changement des villages ciblés (villages de plus petite taille que celle des villages initialement prévus).
- ✳ Appui à l'organisation de campagnes intégrées pour la survie de l'enfant sur la commune ciblée (dépistage MA, distribution poudres enrichies, de vit A, déparasitage, vaccination) : ligne revue à la hausse pour tenir compte du nombre d'enfants recensés (supérieur aux prévisions) et de la contractualisation nécessaire avec le GRET pour l'accompagnement de l'activité.
- ✳ Appui au dépistage et à la référence communautaires de la malnutrition aigüe et de ses pathologies associées sur la commune ciblée : quantité de supports reproduits supérieure aux prévisions.

Résultat 3 : 70 % de consommation

- ✳ Equipement EHA : **réduction par le fait que le budget lié à la construction des latrines a été transférée dans la rubrique investissement.**
- ✳ Sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques en matière d'EHA dans les 5 villages ciblés: dépassement lié à l'extension de la durée au 31 décembre 2017, à la transformation des cours modèles en concours WASH et à la reproduction de boîtes à images WASH.
- ✳ Mise en place d'unité de production de chlore à l'échelle communale: dépassement car le prestataire a coûté plus cher que prévu
- ✳ Renforcement des capacités des acteurs communaux en gestion de l'EHA: budget utilisé comme prévu

Résultat 4 : 52% de consommation

- ✳ Analyse des vulnérabilités communautaires au niveau des 5 villages ciblés: les EVC ont coûté moins chers que prévu et certaines actions des plans de mitigation des risques au niveau village étaient déjà budgétisées au R1 (récupération de terres dégradées).
- ✳ Renforcement de la coordination des interventions d'urgence au niveau provincial : budget utilisé comme prévu

Quant à la composition de l'équipe du projet, elle était appropriée pour effectuer les tâches assignées mais il est à remarquer que l'équipe de terrain était tout à fait masculine. Surtout le fait qu'il n'y avait pas d'animatrices dans l'équipe est à regretter. Une équipe mixte est toujours plus intéressante pour accompagner un groupe de bénéficiaires mixtes afin de pouvoir capter les besoins et intérêts spécifiques des uns et des autres lors des sessions de travail. Le *turn-over* important du personnel a constitué également une contrainte en termes de moyens humains. Par ailleurs, il a été difficile de trouver et de garder le personnel à cause des caractéristiques et problèmes de la zone d'intervention.

IV.4 Durabilité

Dans quelle mesure la durabilité des actions entreprises est-elle liée à l'implication des communautés? Des services techniques de l'Etat ? De la CRBF ?

Pour répondre à cette question nous avons élaboré des "matrices d'implication" pour chaque résultat afin d'indiquer le type d'implication des différentes parties prenantes et pour indiquer où la contribution financière a été un facteur déterminant (en rouge) pour la durabilité des actions.

Résultat 1 : Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence

ACTIONS	Communautés	Services Techniques	CRBF
Relance de la production agricole et de l'élevage	Associations de producteurs	Conseils et suivi technique	Veille des Volontaires CR villageois et Comité provincial CR
Récupération de terres dégradées	Populations	Conseils et suivi technique	<i>Cash for work</i>
Transfert monétaire pendant la période de soudure	Ménages vulnérables		<i>Appui financier</i>
Développement des sites maraîchers avec capacité d'irrigation	Associations de producteurs Réparateur de forages	Conseils et suivi technique	Veille des Volontaires CR villageois et Comité provincial CR

Comme montré dans le tableau du résultat 1, la durabilité des actions entreprises en vue du renforcement de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, dépend de l'implication de plusieurs acteurs : la population elle-même et particulièrement des associations de producteurs, des techniciens

comme des réparateurs de forages, les services techniques, surtout de l'agriculture et d'élevage et également des volontaires CR pour faire le relais entre les populations et d'autres parties prenantes. A Gadiouga la durabilité des actions de maraîchage est mise en danger par l'insuffisance en eau du forage et des puits. Etant donné que le forage équipé d'un dispositif d'énergie solaire est en panne le recours au service d'un réparateur de forage est indispensable pour au moins mettre le forage équipé en état d'utilisation maximale.

Les actions de récupération de terres dégradées et le transfert monétaire pendant la période de soudure ne connaîtront pas de suite s'il n'y a pas un nouvel input financier.

Résultat 2 : Nutrition

ACTIONS	Communautés	Services Techniques	CRBF
Mise en oeuvre PISA	GASPA + RC	Centres de Santé	Projet Nutrition de la CRBF Volontaires CR
Appui campagnes annuelles intégrées	GASPA + toute la population + RC	Centres de Santé et l'Equipe Cadre de District	Idem Appui financier
Blanket feeding en période de soudure enfants et FE/FA	GASPA + RC	Centres de santé	Idem Appui financier
Appui dépistage et à la référence communautaire	GASPA + toute la population + RC	Centres de Santé + ECD	Idem

Plusieurs facteurs et acteurs confirment que l'implication de la communauté contribuera à perpétuer actions et les acquis par rapport à l'amélioration des mesures préventives en matière nutritionnelle. Les GASPA, les relais communautaires et les volontaires CR joueront un rôle important car toute action commence avec la mobilisation des populations. Il est à noter qu'il s'agit non seulement des femmes enceintes et allaitantes et leurs bébés mais également des maris des FE/FA et pères des jeunes enfants. Les centres de santé sont également une partie prenante de premier plan car la qualité de l'accueil et des services sont des facteurs déterminants dans la durabilité des actions de lutte contre la malnutrition. Enfin, un autre facteur non négligeable est la présence du projet Nutrition pour contribuer à la durabilité des différentes actions menées en vue de réaliser résultat 2 (plaidoyer important mené pour l'intégration de la nutrition dans le système de santé et les plans de développement communaux).

Résultat 3 : WASH

ACTIONS	Communautés	Services Techniques	CRBF
Réhabilitation d'infrastructures et distribution d'équipement EHA (latrines)	Associations des Usagers d'Eau	Point focal WASH de la commune	Veille des Volontaires CR villageois Appui financier
Sensibilisation bonnes pratiques EHA	Hygiénistes GASPA + RC AUE	Point focal WASH de la commune Centres de Santé	Veille des Volontaires CR villageois

Réhabilitation d'infrastructures communautaires EHA (forages - puits – unité de chlore)	Associations des Usagers d'Eau Artisans réparateurs Techniciens	Point focal WASH de la commune Centres de Santé Service de/COGES l'Hydraulique Régional Recouvrement de la vente de l'eau de javel	Veille des Volontaires CR villageois et Comité provincial CR Appui financier
Renforcement capacités des acteurs communautaires en gestion EHA	AUE, CVC, Point focal WASH, Artisans réparateurs	Point focal WASH de la commune Centres de Santé	Veille des Volontaires CR villageois

Quant au WASH, il est évident que les investissements importants pour la construction ou la réhabilitation des points d'eau et pour l'unité de chlore ne continueront pas sans appui extérieur. Or, l'entretien et la bonne gestion de ces équipements sont indispensables pour que les populations puissent en bénéficier dans la durée. Dans ce sens, les hygiénistes et les AUE sont des acteurs importants pour la perpétuation des acquis du projet. L'application des bonnes pratiques en lien avec l'hygiène et l'assainissement dépend de l'attitude et du comportement des populations en général et en premier lieu des femmes. L'accompagnement dans le cadre des GASPA et des actions au niveau des centres de santé sont indispensables et vont en principe être poursuivi avec l'appui des volontaires CR et des personnes de relais.

Résultat 4: Résilience et préparation aux crises alimentaires

ACTIONS	Communautés	Services Etatiques	CRBF
Analyse des vulnérabilités communautaires	CVD – SAP	CODESUR	Volontaires CR Comités villageois CR Comité provincial CR
Renforcement des capacités logistiques	CVD	COPROSUR CODESUR	Appui financier Comité provincial CR
Renforcement de la coordination des interventions d'urgence au niveau provincial	Conseil Municipal de Djibo	CONASUR	Comité provincial CR Magasin de stockage

Pour la question de la résilience et la préparation aux crises alimentaires les CVD et les SAP sont les premières parties prenantes au niveau de la communauté sans oublier le Conseil Municipal de Djibo. Le renforcement de leurs connaissances et de leurs capacités d'organisation contribuera à la durabilité de leurs capacités de prévenir, d'agir et de rester en alerte pour les crises. Les Conseils Provincial et Départemental de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (COPROSUR et CODESUR) sont également des acteurs importants ayant comme mandat d'organiser et de coordonner les actions d'urgence et de réhabilitation. Les volontaires CR et le Comité provincial CR sont, comme pour les autres résultats, des acteurs importants car leur suivi et motivation des populations est un pilier de durabilité des actions et des acquis du projet.

Quelles influences peuvent avoir la situation sécuritaire dans la zone sur la pérennité des actions entreprises et quelles actions devraient être entreprises pour en limiter les effets négatifs ?

Les acteurs terrain rappellent à volonté des faits majeurs qui ont affecté le contexte sécuritaire de la « zone d'intervention qui n'a pas été épargnée : attaque du commissariat de police de Baraboulé, tueries en série (conseiller de Dohouré Rimaibé, fils d'un bénéficiaire du projet, chef de village de Ouindoupoli. »

Une situation décrite par l'équipe du projet elle-même qui rappelle que « la situation sécuritaire s'est fortement dégradée en 2017 dans la zone d'intervention du projet, engendrant des déplacements importants de populations fuyant la violence... », et ajoute que cette situation a « eu un impact négatif important dans la réalisation des activités du projet et a biaisé les résultats du projet. »

De toute évidence, la situation sécuritaire dans la zone influencera la pérennité des actions entreprises. Par le départ de personnes ressources, la limitation de la mobilité des agriculteurs/éleveurs et son corolaire de limitation de la commercialisation, la baisse de l'accompagnement technique des populations dans leurs activités de production, les actions entreprises dans le cadre du projet souffriront du manque de leurs leviers de pérennité.

Face à cette donne, la quête de pérennité commande de renforcer les acteurs sur place, en particulier les Volontaires CR, les personnes relais, les hygiénistes, le Comité Provincial CR, les Services Techniques etc, par un suivi régulier et un apport financier. Dans ce sens, il nous semble important d'assurer et de structurer l'accompagnement post-projet des actions dans les 5 villages et de commencer la même démarche dans d'autres villages dans la Commune de Baraboulé, sous le leadership du comité provincial. En appoint à cette dynamique locale, la CRBF et ses partenaires devraient s'engager à trouver les moyens financiers indispensables à la mise en place de ces accompagnements.

V ANALYSES, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

V.1 Analyses et conclusions

V.1.1 Pertinence

Approche multi-sectorielle

Vu la complexité de la problématique de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, il était pertinent et indispensable d'opter pour une approche multi-sectorielle. Le renforcement des activités économiques, notamment l'agriculture et l'élevage en vue d'augmenter l'accès à la nourriture et les moyens d'existence, combiné avec l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'accès aux soins de santé constituent des éléments de réponses aux besoins à court terme. Important pour le long terme, est l'accent mis sur le renforcement des connaissances dans tous ces domaines ainsi que le renforcement institutionnel. En effet, pour éviter de revenir en arrière à la suite d'une nouvelle crise alimentaire, les actions prises pour répondre efficacement à de nouvelles crises ou encore mieux, pour les éviter, constituent des réponses à plus long terme.

Durée

Le projet a donc combiné des actions plutôt dans le domaine d'urgence avec des actions de développement. Si ce choix était pertinent, la durée du projet ne l'était pas. Aussi bien les bénéficiaires

que les accompagnateurs à tous les niveaux sont d'accord du fait que le temps n'était pas suffisant pour bien assurer l'ancrage des acquis. Nous faisons référence par exemple, aux faiblesses constatées au niveau des connaissances dans le domaine de l'agriculture et d'élevage (indicateur R1 IOV2). Aussi, le temps n'a pas permis de suivre pendant quelques années l'application des connaissances permettant de corriger au besoin, d'organiser des recyclages ou de tirer des leçons. Les associations de producteurs ou des usagers d'eau sont également encore faibles et ont besoin d'un accompagnement dans la durée. L'appui des producteurs aurait pu aller vers l'approche filière dans laquelle on prévoit un appui pour toutes les étapes de la production, la transformation et la commercialisation en vue du renforcement des revenus. D'autres approches spécifiques à la problématique de la zone du Sahel auraient pu être testées et appliquées, par exemple le crédit warrantage : « *Dans un contexte où l'endettement demeure le lot des petits agriculteurs, le crédit warrantage se propose comme une réponse à un meilleur accès des services financiers pour ces derniers. En plus d'être un outil de gestion de la trésorerie, le système warrantage peut-être également un outil de gestion du risque agricole* »¹⁴.

Le choix du district, des villages et du groupe cible

Le choix du district du Soum était tout à fait justifié car il est l'un des deux districts le plus en insécurité alimentaire du Burkina Faso. Le taux de malnutrition aiguë globale y est l'un des plus élevés du Burkina Faso (Sahel 9.2%), et l'accès à l'eau potable y est l'un des plus faibles du pays (Sahel 52%). Dans la Zone ciblée, il y a toujours des situations d'urgence : manque d'eau, inondations, insécurité alimentaire, alors l'aspect urgence était à sa place. D'autre part, il est important d'aider la population à être plus forte et plus autonome pour faire face aux crises.

Signalons que la CR une structure bien appréciée car elle vient toujours dans la zone ; c'est la seule structure qui a continué ses activités après les attaques dans les villages d'intervention du projet!

La décision du projet de revoir les villages d'intervention nous paraît également pertinente étant donné que ce choix a été fait sur base de nouveaux critères pertinents et de nouvelles informations (diagnostic). A part les critères de départ notamment, le lien avec des CSPS de bon niveau, le potentiel hydrique pour les sites maraichers et le niveau des besoins en lien avec les objectifs du projet, le projet a pris en compte la complémentarité avec d'autres ONG et la dynamique communautaire. Pour ce faire, l'équipe du projet a pris contact avec la commune, d'autres ONG actives dans la commune, les services de l'agriculture/élevage, environnement, hydraulique, le service d'action sociale et les organisations communautaires de base.

Le choix d'orienter les appuis prioritairement aux ménages les plus vulnérables est tout à fait justifié vu le contexte environnemental et sécuritaire de la zone du Sahel, en lien avec les objectifs de résilience.

V.1.2 Résultats atteints

La résilience¹⁵

Malgré les limites en lien avec la durée du projet, on peut dire que le projet a contribué à la résilience des individus et des ménages des 5 villages en travaillant sur la sécurité alimentaire, la santé, les connaissances, les aptitudes, les compétences et l'état d'esprit nécessaires pour s'adapter à de

¹⁴ <https://www.microfinancegateway.org/fr/library/le-warrantage>

¹⁵ <http://www.ifrc.org/Global/Documents/Secretariat> : Cadre de la Fédération internationale relative à la résilience des communautés

nouvelles situations et améliorer ses conditions d'existence et celles de sa famille. Le fait que le projet ait pu contribuer au fait d'éviter le déstockage des biens des familles vulnérables pendant la période de soudure a été un gain important. En effet, les denrées alimentaires ont permis aux ménages de s'alimenter et d'être productifs dans leurs exploitations, et d'éviter de développer les mauvaises stratégies de survie (mendicité, vente de semence, vente de bijoux, endettement, etc.). Le cash a permis aux femmes de payer des condiments et de payer les frais de mouture des céréales ainsi que certaines ordonnances. Mentionnons également comme besoin de base, l'amélioration de la qualité et des conditions d'accès à l'eau potable.

Quant à la prévention de la malnutrition, les populations ont mieux compris la nature de la malnutrition, la valeur nutritive des produits locaux ou encore le lien entre l'hygiène et la malnutrition.

Un autre aspect de la résilience concerne les capacités organisationnelles qui permettent aux communautés de prendre des initiatives comme l'organisation des GASPA, des sessions de sensibilisation, des dépistages, etc.

Le réseau CR a obtenu le renouvellement du comité départemental, les rencontres d'échange avec tous les volontaires de la commune, la formation des volontaires en premiers secours, et d'autres formations encore. Le projet a permis qu'on réunisse les neufs comités départementaux de toute la province à Djibo pour des concertations, soit deux personnes par commune. Cela a été des moments de revisiter les acteurs et de les mobiliser pour constituer des leviers pour des actions qui doivent aller au-delà des projets.

Il y a sans doute encore des progrès à faire mais des initiatives de valorisation des structures locales comme les comités de la CR, des AUE qui sont des stimulants pour la communauté de montrer qu'elle est capable de trouver des réponses aux difficultés actuelles et aux catastrophes éventuelles dans le futur. L'appui aux structures étatiques allant dans le même sens, notamment l'élaboration d'un plan de contingence, le renforcement de leurs capacités et la construction du magasin de stockage doivent servir le même but.

Les relations hommes/femmes

Contribuer à l'égalité de genre et concrètement à l'amélioration des conditions de vie et de la position sociale spécifiques des femmes et des hommes n'a pas été formulé comme un des résultats attendus du projet. Néanmoins, il est important de suivre ce défi car aucune action n'est « neutre » et donc chaque projet ou programme de développement offre « des dangers » à éviter mais également « des opportunités » à saisir. Quant à ce sujet, nous pouvons confirmer que le projet a – malgré les faiblesses - contribué au renforcement du pouvoir des femmes et a influencé les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes. Plusieurs facteurs ont joué un rôle dans ce processus d'empowerment des femmes :

- Les femmes enceintes et allaitantes étaient parmi les premières bénéficiaires ensemble avec les enfants de moins de 5 ans. De cette façon le projet a pris en compte des besoins spécifiques des femmes, notamment leur santé et celle de leurs enfants, une responsabilité qui leur revient souvent.
- Un effet non négligeable du volet WASH est qu'à travers la réalisation des infrastructures, le projet a aidé à diminuer la corvée d'eau des femmes car au lieu de prendre toute une journée pour rien qu'aller chercher de l'eau avant, aujourd'hui elles le font en moins de 30 mn.
- La construction des latrines a permis de protéger l'intimité des femmes et de leur éviter les agressions sexuelles souvent quand elles vont déféquer dans la nature.

- Quant au renforcement du pouvoir économique, les femmes ont plus profité des activités de maraîchage permettant d'augmenter leurs revenus.
- Les discussions dans les GASPA ont contribué au renforcement des connaissances des femmes et l'engagement des relais communautaires femmes ont eu des effets sur leur pouvoir économique et leur statut social dans la communauté.

L'expérience dans de multiples programmes de développement ont démontré que le renforcement des différents aspects d'empowerment¹⁶ des femmes, notamment (i) leur pouvoir économique (temps/santé/argent), (ii) leur pouvoir des connaissances (en matière de santé, hygiène, agriculture/élevage), (iii) leur pouvoir intérieur (sécurité, confiance en soi, image de soi) et (iv) leur pouvoir social contribue à leur autonomie et pouvoir décisionnel dans les ménages et dans la communauté.

Cependant, le projet a également eu ses faiblesses quant à l'approche du genre. Ainsi, il est regrettable que l'indicateur par rapport à la consommation alimentaire ne fût pas désagrégé car au sein d'un ménage pas tous les membres n'ont nécessairement le même accès à la nourriture. Il en est de même pour la diversification et l'augmentation des revenus. Pour l'octroi des petits ruminants, le projet a ciblé le ménage ce qui a finalement plus profité aux hommes car ce sont eux les gestionnaires du petit bétail. Les femmes à Dohouré ont affirmé que les bénéficiaires des petits ruminants soient (presque) tous des hommes et déplorent cette situation. Aussi le fait que les femmes n'ont pas toujours eu un espace à elles pour s'exprimer et pour être accompagnées est une faiblesse du projet.

Les leviers et les contraintes

Le premier facteur de succès est la pertinence des actions qui étaient cohérentes avec les besoins ressentis par les populations. Le projet s'est basé sur des actions que les villageois connaissent déjà et pour lesquelles ils n'attendent que les appuis comme ceux donnés par le projet.

Les hommes comme les femmes, déclarent que leur participation a été le principal levier de la réussite des actions. Le projet a été caractérisé par la synergie d'action créée par l'implication de beaucoup d'acteurs : une équipe projet dynamique, le recours aux services techniques, l'implication des autorités (Haut-commissaire, Préfet, maire, chef de Baraboulé), l'engagement des volontaires.

La flexibilité tant en ce qui concerne le déploiement du personnel et des volontaires que la réorientation des budgets a été un facteur qui a favorisé le déroulement efficace malgré les contraintes. En effet une des forces de la Croix Rouge Burkinabé est de s'appuyer sur un réseau de volontaires endogènes dynamiques. Cela a permis de continuer à mener les activités sur le terrain même dans la situation d'insécurité sur le terrain.

Petit bémol était le fait que les pertes des ST étaient en dessous des taux nationaux et des taux des autres ONG et projets ce qui a retardé la signature du contrat de collaboration et ainsi retardé l'exécution de certaines activités.

Indispensable pour pouvoir contribuer à la lutte contre la malnutrition était la synergie avec le projet « Nutrition » et la collaboration avec le centre de santé de Baraboulé. Au niveau central, la réflexion a été effective et il y a eu des efforts concrets, comme la planification des formations pour les deux équipes ou des sorties de suivi con-jointes mais sur le terrain chacun était sur son volet et cherchait à réaliser « ses résultats » ce qui fait que la collaboration était moins évidente.

¹⁶ Guide méthodologique d'empowerment des femmes, L.Caubergs, S. Charlier, Commission Femmes et Développement

La première et plus importante contrainte est la situation sécuritaire qui a, malgré la flexibilité, influencé la mise en œuvre des activités et l'ambiance en général parmi les populations. Du fait que le staff et les ST ne venaient plus aussi fréquemment, les gens se sentent délaissés et démotivés.

Du côté technique, le manque d'eau (faiblesse de la nappe phréatique, panne d'un forage), joue beaucoup sur la rentabilité de la production maraîchère et ne permet pas d'exploiter toutes les potentialités. Aussi la qualité des services de santé constitue une contrainte : l'insuffisance de connaissances, réduction des effectifs, retard d'approvisionnement des dépôts MEG dû au système de gratuité mal conduit, fréquentes ruptures des rations de prise en charge de la malnutrition.

Ensuite, il y a eu le problème des coopératives de paysans qui devaient être créées pour mettre les paysans en réseau et booster leur développement en pérennisant leurs activités. La procédure de création d'une coopérative a été bloquée au niveau de l'interprétation de la loi sur les coopératives par l'administration qui a rendu difficile la délivrance de la reconnaissance officielle. Il s'agit d'une loi régionale et chaque Etat a édicté des conditions d'opérationnalisation mais difficilement applicables dans le pays. Alors le projet est allé dans le sens de créer des associations en référence à la loi sur les associations ce qui n'était pas la forme la plus adaptée.

And last but not least, on nous a parlé des tabous, des méconnaissances, des pratiques socioculturelles néfastes dû à l'ignorance de la population. Ou comme quelqu'un le disait « *la communauté de la région est allergique au changement. Le Sahel est beaucoup plus un problème de mentalité avant d'être un problème de développement.* »

V.1.3 Durabilité

A plusieurs reprises il a été souligné que la durée du projet n'a pas été favorable à sa durabilité ce qui fait qu'il y a des éléments promettant et d'autres moins encourageants.

Pour ce qui est des sensibilisations sur l'ANJE, elles étaient déjà organisées dans les formations sanitaires et compte tenu du fait de la décentralisation des services techniques dans les départements, du renforcement des capacités du milieu communautaire et de l'intervention d'autres partenaires dans la zone, la pérennité de cette action est possible.

Le projet a fait un effort pour contribuer à l'ancrage des initiatives lancées par l'institutionnalisation effective des associations de producteurs qui est – malgré sa forme juridique - un aspect de durabilité. Cependant, les opinions sont partagées sur ce point. Certains paysans pensent effectivement que leurs activités vont continuer ; c'est la discussion principale dans les associations. En particulier, ils se réjouissent de pouvoir entretenir leurs jardins et de consommer et vendre leurs productions. Cela, pensent-ils, va générer des ressources pour la maintenance du forage en particulier indispensable pour les productions. En outre, la vente d'eau au niveau des forages permettra également de constituer des réserves financières pour la réparation de ces ouvrages.

Mais les entretiens sur le terrain ont démontré que les populations ne sont pas partout enthousiastes pour maintenir les activités en association. Le lien est fait entre les activités et les céréales distribuées (coupons alimentaires) et entre les travaux et les *cash for work* et en absence de l'appui financier ou en nature du projet ou de nouvelles perspectives d'accès aux moyens financiers (crédit, appui) la viabilité des associations n'est pas assurée.

Les superviseurs et animateurs confirment que les associations nouvellement constituées et les AUE sont dans une dynamique pour assurer la continuité des actions mais ont encore besoin d'être

accompagnées. De même pour les relais communautaires. Par exemple, dans 2 des 5 villages l'équipe de projet a eu des difficultés de trouver des relais communautaires bien instruites ce qui peut constituer une contrainte pour la pérennité des actions selon les superviseurs.

Les services techniques (agriculture, eaux et forêts, élevage) de la commune sont un facteur de durabilité. Le service de l'environnement par exemple, confirme sa présence sur le terrain dans le cadre de ses missions régulières, si la situation sécuritaire ne compromet pas leur quiétude. Le suivi sera alors envisagé de manière systématique à l'endroit des villages bénéficiaires des jardins maraichers. Même si les agents ne sont pas souvent présents, ils seront toujours mobilisables, pour peu que les paysans aillent vers eux. Le fait que les populations savent que les agents sont là et qu'ils peuvent faire appel à eux - ce qui n'était pas toujours le cas - est un point gagné.

Si l'engagement de la communauté et le volontariat sont des facteurs déterminants de durabilité, ils constituent également des facteurs limitatifs. En effet, le volontariat a ses limites surtout pour la phase « après projet ». A ce moment, le suivi est parfois moins fréquent ou moins évident et les engagements pour compenser les volontaires se diluent.

« ...nous allons travailler ensemble mais on a dit que les papiers de l'association étant prêts nous allons bénéficier de prêts avec des caisses ou des banques. Nous allons voir dans ce sens. Sinon, les femmes sont prêtes à cotiser mais comme il n'y a pas d'activités de production maraichères, l'argent pour cotiser va venir d'où ? Les volailles et les ruminants qu'on a eus ne peuvent pas être vendus pour faire des activités ensemble, et ce n'est pas tout le monde... »

une responsable d'une association des femmes

« ...Si vous voulez savoir si nous allons continuer à faire nos activités, c'est oui mais dans la mesure des moyens que les gens ont. Des gens ont été formés en maçonnerie, techniques agricoles, élevage, comment faire des bouillies et autres ; s'ils sont sollicités ils vont aller aider et convier d'autres au travail. Mais ce n'est pas facile. Comme le projet donnait l'argent et les vivres ça aidait à mettre les populations au travail. L'association a été faite mais les hommes ne sont pas comme les femmes ! Mais nous allons essayer de nous relancer en attendant que quelqu'un vienne nous financer... »

Le président d'une association des hommes

“Les acquis tiendront après le projet. C'est clair. Si vous voyez les terres récupérées, les maraichages et surtout les sources d'eau qui seront là, il y a des motifs de dire que cela va durer. Oui, il y a le rôle des paysans eux-mêmes, mais nous pensons que l'engouement que nous avons vu va se poursuivre et que les acquis seront sauvegarder. Même si une certaine marge connaîtra des problèmes, nous pensons que ça ira. “

Service Technique

V.2 Recommandations

Suite aux analyses et conclusions nous présentons les recommandations suivantes :

V.2.1 Pour la CRBF & CRB

- S'appuyer sur le crédit de notoriété et continuer à se centrer sur les principes de la CR (neutralité, impartialité, ...) pour **rester à coté de la population** pendant cette période extrêmement difficile !
- Approcher la DGD pour s'informer davantage sur les modalités et possibilités de nouveaux financements (appel à projets, financements extraordinaires).
- Chercher **une prolongation** ou ajout à ce projet pour :
 - une phase de consolidation pour les 5 villages du projet car l'apprentissage et l'application de nouvelles connaissances sont des processus qui prennent du temps ; de même pour la consolidation de leurs associations pour que les paysans, hommes et femmes, se renforcent dans **un esprit d'empowerment**, c'est à dire, la volonté et la capacité de définir leur « propre projet », de mobiliser leurs propres moyens et de mobiliser des appuis externes. Leurs expériences seront une source d'inspiration d'autres villages de la Commune ;
 - augmenter les moyens et **étendre à plus de localités** afin de faire tâche d'huile : un plaidoyer pour l'acquisition du matériel et équipements pour la réplique des expériences du projet à d'autres villages ; cela permettra d'augmenter l'envergure des résultats atteints ; les 5 villages du projet joueront le rôle de « villages modèles ».

V.2.2 Pour la CRBF

- **Communiquer** largement l'état des lieux par rapport à la sortie du projet pour mieux expliquer la suite à donner à cette présence de deux ans.
- Doter les structures provinciales, départementales et villageoises de la CRBF de moyens pour la mise en œuvre du « Plan d'action pour la mise en place et le fonctionnement de cinq comités villageois dans la province du Soum » et ainsi **assurer ainsi la veille et le suivi** des réalisations et pour **marquer sa présence** à côté d'une population menacée.
- Appuyer la recherche des alternatives financières pour l'implication des volontaires (perdiems, frais de transport), notamment pour entreprendre des AGR (aviculture, maraichage, etc.) dans l'objectif d'avoir une certaine indépendance financière et de générer les frais de transport et de motivations.
- Prévoir un moment de **capitalisation** de l'expérience, dans le vrai sens du mot à l'occasion de l'écriture d'un nouveau projet ou sa prolongation.
- Suggestions pour **une deuxième phase** du projet :
 - avoir une attention pour les besoins et intérêts spécifiques des hommes et des femmes et assurer un suivi genre sensible avec des indicateurs désagrégés des résultats attendus ;
 - intégrer les aménagements de bas-fonds pour augmenter la disponibilité et la diversification et recharger la nappe phréatique pour éviter les pénuries d'eau : riz (potentiel de 5-6 tonnes par hectare) et maraichage ;

- développer des AGR (transformation des produits agricoles, fabrication de savon) pour les femmes, hommes, jeunes H/F, en appliquant l'approche filière ;
- développer de petits métiers pour éviter l'émigration et le grand banditisme,
- appliquer l'approche « filière » dans l'accompagnement des maraichers,
- tester le crédit « warrantage » et le crédit « chèvre » dans une démarche de renforcement de la solidarité,
- enrichir le module « Vie Associative » avec l'approche « d'auto-renforcement »¹⁷ en vue du renforcement organisationnel.

V.2.3 Pour les Services Techniques

- **Organiser** les producteurs dans le sens d'une collaboration plus accrue avec les services techniques afin de faciliter le suivi.
- Assurer une **présence physique** des services sur le terrain pour le suivi des ouvrages et des espèces.
- Mieux expliquer certaines modalités du projet : faire comprendre aux bénéficiaires que la vente et la consommation des animaux font partie des possibilités à eux offertes mais que cela doit se faire sans mettre en péril l'ensemble des animaux.
- Promouvoir davantage la consommation du moringa, le baobab étant déjà une aubaine culinaire et financière.
- L'équipement et l'encadrement des bénéficiaires à l'entretien des haies vives, une activité non réalisée dans le cadre du projet.

V.2.4 Pour la Commune

- Assurer la mise en œuvre du plan de contingence au service des populations
- Actualiser le plan de contingence régulièrement
- Veiller à la maintenance régulière et la bonne gestion des infrastructures en eau en assurant le suivi :
 - des artisans formés pour la maintenance des installations pour qu'ils soient dynamiques sur le terrain ;
 - des AUE pour qu'elles jouent pleinement leur rôle dans la gestion des forages (collecte des participations financières des ménages, sensibilisations, etc.) ;
 - des services techniques pour qu'ils assurent le suivi des réalisations qui devrait s'inscrire dans la durée ;
- Veiller au suivi par les services en agriculture/élevage des actions mises en œuvre dans le cadre du projet.

¹⁷ AURA : Auto-Renforcement Accompagnée, ATOL

BIBLIOGRAPHIE

- Bilan physique du projet au 31 décembre 2017
- Cadre de la Fédération internationale relative à la résilience des communautés, <http://www.ifrc.org/Global/Documents/Secretariat>
- Cadre de rendement du projet au 31 décembre 2017
- Enquête Nutritionnelle nationale, Burkina Faso, 2016
- Formulaire unique pour actions d'aide humanitaire 2018/00122/RQ/01/01, Croix Rouge de Belgique
- Modules de formations groupements en éducation nutritionnelle
- Modules de formations des relais communautaires
- Modules de formation des AUE
- Modules de formations des artisans réparateurs du Soum
- Modules de formations WASH
- Monitoring des indicateurs du cadre logique 2017
- Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) ,Burkina Faso, 2016 2020
- Plan de passage à l'échelle de la promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant au Burkina Faso (2013 – 2025)
- Plan Stratégique réponse aux besoins humanitaires Burkina Faso, Croix Rouge du Burkina Faso 2016-2020 novembre 2015
- Plan Stratégique 2016-2020 Réponse aux besoins humanitaires - Croix Rouge du Burkina Faso,
- Plan communal de prévention et préparation a la réponse aux catastrophes de Baraboulé, 2017
- Plan d'action pour la mise en place et le fonctionnement de cinq (05) comites villageois dans la province du Soum
- Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN), Burkina Faso, 2013
- Politique Nationale de Nutrition, Ministère de la Santé, Burkina Paso, 2016
- Politique Nationale de Nutrition, Burkina Faso, Ministère de la Santé, 2016
- Présentation projet résilience communautaire SAN CRBF, Powerpoint
- Questionnaire PDM - Score de consommation 2RSAN
- Rapport de diagnostic des comites villageois dans la Province du Soum, CRBF, 2017
- Rapport financier du projet au 31 décembre 2017
- Rapports narratifs du Projet 2RSAN de novembre 2015 – décembre 2017
- 2RSAN Rapport final, Croix Rouge du Burkina Faso, Février 2018,
- 2RSAN, Rapport intermédiaire, Croix Rouge du Burkina Faso, décembre 2017
- 2RSAN Rapport Financier, Croix Rouge du Burkina Faso, décembre 2018
- Rapport de la *endline* du projet
- Termes de référence de l'évaluation finale interne, CRBF, aout et décembre 2017
- Warrantage : <https://www.microfinancegateway.org/fr/library/le-warrantage>

ANNEXES

I. Déroulement de la mission - Personnes rencontrées

I.1 Programme de la mission – Février 2018

DATES	ACTIONS
	I. PREPARATION DE LA MISSION
Jan 2018	- Elaboration du document d'évaluation
	- Briefing au niveau du siège Bruxelles
	- Lecture documents
	II. MISSIONS DE TERRAIN
Mer 7/2	CI Voyage Gent – Ouagadougou CI/CN Rencontre consultants
Jeu 8/2	CI/ CN - Briefing avec des représentants de la CRB et CRBF - Préparation des guides d'entretiens par les deux consultants
Vendredi 9/2	CN : Départ à Djibo - Entretien avec le Superviseur nutrition du projet (organisation pratique) CI : - Interview AT Denis Zongo - Rencontre ex-Representant Pays CRB - Préparation entretiens à distance avec staff du projet - Analyse documentaire
Samedi 10/2	CI : - Interview chef de projet - Interviews à distance staff : premier superviseur MESA CN : - Entretien avec le personnel de l'Agriculture (DP+Agent impliqué+Chef ZAT) - Visite du village de Soffi: visite du site maraicher et d'une terre récupérée <ul style="list-style-type: none"> o Focus group avec les bénéficiaires des différents volets (femmes) o Focus group avec les bénéficiaires des différents volets (hommes) o Entretien avec relais communautaires et hygiénistes - Entretien avec membres comité provincial CR
Dimanche 11/2	CI : - Interview à distance : superviseur Nutrition - Interview à distance : deuxième superviseur MESA - Analyse documentaire + Rédaction rapport provisoire CN : - Visite du village de Dohouré-Rimaibé: visite du site maraicher et d'une terre récupérée <ul style="list-style-type: none"> o Focus group avec les bénéficiaires des différents volets (femmes) o Focus group avec les bénéficiaires des différents volets (hommes) o Entretien avec relais communautaires et hygiénistes Entretien avec 2 animateurs du projet (Diallo et Tamboura Shaloum)

Lun 12/2	<p>CI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interview à distance : superviseur WASH - interview Coordinateur Volontariat - analyse documentaire - rédaction rapport provisoire <p>CN :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Visite du village de Gadiouga: visite d'une terre récupérée <ul style="list-style-type: none"> o Focus group avec les bénéficiaires des différents volets (femmes) o Focus group avec les bénéficiaires des différents volets (hommes) o Entretien avec relais communautaires et hygiénistes - Visite du CSPS de Baraboulé : visite de l'unité de cholre <ul style="list-style-type: none"> o Entretien avec l'ICP+agents - Entretien avec le premier adjoint au Maire de Baraboulé et le Point focal - Entretien avec les volontaires Croix-Rouge accompagnant les villages (Volontaires de Soffi et Gadiouga) (à Djibo) -
Mar 13/2	<p>CI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entretien avec la Conseillère de la DGD - Entretien avec le Représentant Pays CRB - Entretien avec le DAF + session de travail avec la comptable - Entretien avec le Coordinateur Préparation et réponses aux catastrophes - Entretien avec la Coordinatrice Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence
	<p>CN :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entretien avec l'ECD de Djibo (MCD) - Entretien avec le personnel de l'élevage (DP+Agent impliqué) - Entretien avec le personnel de l'environnement (DP+Agent impliqué) <p>Retour à Ouagadougou</p>
Mer 14/2	<p>CI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entretien avec le Coordinateur Santé <p>CI/CN</p> <ul style="list-style-type: none"> - Briefing mission de terrain
Jeudi 15/2	<p>CI/CN</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparation de l'aide mémoire pour restitution
III. DEBRIEFING ET RAPPORT	
Vendredi 16/2	CI/CN : Restitution – rédaction rapport version draft
Samedi 17/2	CI : voyage Ouagadougou – Bruxelles
	CI/CN : Rédaction rapport version draft
	CI : Rédaction du rapport final
17/4	CI : Débriefing au niveau du siège CRB à Bruxelles

I.2 Personnes rencontrées/interviewées à Ouagadougou et à distance

Dates	Noms et Prénom	Fonction	Localité
8/2	Denis Koudbi Zongo	Assistant Coordinateur Santé et Chargé de Nutrition	Ouagadougou
8/2	Mirko Tommasi	Représentant Pays CRB au Burkina Faso	Id
9/2	Michel Savel	Ex Représentant Pays CRB au Burkina Faso	Id
10/2	Fabrice Lompo	Chef de Projet	Id
11/2	Moussa Zongo	Superviseur Volet 2 Nutrition	A distance
11/2	Abdou Savadogo	Superviseur Volet 1 MESA	Id
11/2	Alexis Nabaloum	Superviseur Volet 1 MESA	Id
12/2	Amadou Dicko	Superviseur Volet 3 Eau	Id
12/2	Emmanuel Kaboré	Coordinateur Volontariat	Ouagadougou
13/2	Kathelyne Craenen	Conseillère DGD	Id
13/2	Mirko Tommasi	Représentant Pays CRB	Id
13/2	Adama Dofini	Directeur Administratif et Financier	Id
13/2	Laititia	Comptable	Id
13/2	Romain Kima	Coordinateur Préparation et réponses aux catastrophes	Id
13/2	Hortense Sombié	Coordinatrice Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence	Id
14/2	Maxime Yameogo	Coordinateur Santé	Id

Personnes rencontrées/interviewées lors de la mission de terrain

Dates	Nom prénoms	Fonction	Localité
9/2	Zongo Moussa	Ex-superviseur nutrition projet 2RSAN	Djibo
10/2	Hassane Bouboukari	Chef de Service Provincial du foncier, de la Formation et de l'organisation du Monde Rural	Djibo
	Ganamé D. Issiaka	Comité Villageois de Développement	Soffi
	Ganamé Soumaïla	Conseiller, point focal Croix Rouge	Id
	Groupe de 15 hommes	Focus group	Id
	Groupe de 12 femmes	Focus group	Id
	Ganamé Hassane	Hygiéniste	Id
	Ganamé Idrissa	Maçon	Id
	Ganamé D. Issiaka	Membre association hommes	Id
	Sawadogo Safiéta	Pdte asso femmes	Id
	Younga Mariam	Vice-pdte asso femmes	Id
	Komi Bintou	SG asso femmes	Id
11/2	Tamboura Abdoulaye	Représentant des bénéficiaires, PF CR, Pdt asso hommes,	Dohouré
	Yabao Moussa	Maçon	Idem
	Moussa Gorel	Conseiller municipal	"
	Ganamé Sayouba	Volontaire CR	"
	Groupe de 17 hommes	Focus group	"

	Maïga Maïrama	RC, GASPA	"
	Tamboura Fatimata	RC, GASPA	"
	Salamata Tamboura	Pdte asso femmes	"
	Fatimata Tamboura	Vice pdte asso femmes	"
	Tamboura Maïrama	Secrétaire asso femmes	"
	Groupe de 14 femmes	Focus group	"
	Hamidou Yero	Pdt comité provincial CRBF	"
	Adama Abdouramane	Resp jeunesse et formation comité prov CRBF	"
12/2	Adama Abdramane	CVD, vol CRBF	Gadiouga
	Tamboura fatoumata	Pdte asso femmes	"
	Cissé Mariam	Vice pdte asso femmes	"
	14 femmes	Focus group	"
	Tamboura Abdoulaye	Hygiéniste	"
	Tamboura Absatou	RC	"
	Tamboura seydou	Représentant bénéficiaires	"
	Cissé hamed	PRV	"
	Hamadoun Mamadou	Maçon	"
	Bamogo Abdoul Rasmané	ICP Adjoint	"
	Minoungou Faouzou	Agent Centre de santé	"
	Laura Amadou	Technicien production chlore	"
	Boïna Alou	1er adj au maire	"
	Tamboura Assane ousséni	2ème adj au maire	"
	Tamboura Djibrilou	Point focal WASH mairie	"
	Tamboura Amadou saloum	Animateur / Equipe projet pour Baniel puis Soffi	"
13/2	Sawadogo P. désiré	Resp élevage département de Baraboulé	Djibo
	Sia K. Moïse	Direct provincial environnement	"
	Bandonou Moussa	Agent environnement	"
	Coulibaly Boukari	Agent environnement	"

II. Cadre d'évaluation	
Questions d'évaluation	Critères d'appréciation
PERTINENCE	
I.1 Est-ce que les actions concrètes mises en œuvre dans le cadre de ce projet au profit des communautés sont pertinentes au regard de leurs besoins identifiés et de l'évolution sécuritaire dans la zone?	<ul style="list-style-type: none"> • degré de cohérence entre les priorités des bénéficiaires et les priorités retenues par le projet. • degré de mobilisation des populations pour participer aux activités du projet • facteurs d'influence et contraintes liées à la situation d'insécurité.
I.2 Le projet s'insère-t-il dans les politiques nationales et priorités stratégiques du pays ?	<ul style="list-style-type: none"> • degré de cohérence entre les politiques nationales et les priorités stratégiques d'une part et la démarche adoptée par le projet d'autre part • respect des lignes directrices
I.3 Le projet s'insère-t-il dans le contexte institutionnel et s'appuie-t-il sur les structures officielles afin de renforcer l'existant ?	<ul style="list-style-type: none"> • degré de collaboration et de synergie entre l'équipe du projet et les structures officielles • degré et type de renforcement des structures officielles • signature d'un contrat de collaboration • engagement pour un accompagnement après projet
I.4 Le projet est-il en cohérence avec la stratégie de la CRBF ?	<ul style="list-style-type: none"> • degré de cohérence entre la stratégie de la CRBF d'une part et la démarche adoptée par le projet d'autre part • Est ce qu'une stratégie différente du projet, plutôt que celle utilisée, aurait mieux répondu aux besoins, aux priorités et au contexte ? ET pourquoi ? • Degré d'apport d'innovations dans les domaines du projet, durant les années de présence de la CRBF dans la zone d'intervention?
EFFICACITE	
II.1 Le projet a-t-il atteint ses résultats et objectifs ?	<ul style="list-style-type: none"> • degré de réalisation des résultats • degré de la contribution des résultats aux objectifs (sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience) • résultats dans le domaine d'intérêt des femmes et des hommes • facteurs d'influence : freins et leviers pour l'atteinte des résultats
II.2 La structure du projet est-elle appropriée pour atteindre ses objectifs de manière efficace ?	<ul style="list-style-type: none"> • degré et type d'influence de la structure du projet pour la réussite du projet : implication des branches, volontaires, la coordination, synergie entre différents acteurs
II.3 Quelle influence la dégradation sécuritaire dans la zone d'intervention a pu avoir sur l'atteinte des résultats et de l'objectif spécifique	<ul style="list-style-type: none"> • le contexte de dégradation sécuritaire comme facteur d'influence sur l'atteinte des résultats et objectifs • alternatives pour faire face aux problèmes d'insécurité

EFFICIENCE	
III.1 Dans quelle mesure les moyens mis à disposition ont-ils été adéquatement utilisés pour atteindre les résultats ?	<ul style="list-style-type: none"> • assez de moyens ? • une bonne utilisation des moyens => aussi p/r aux prestataires
III.2 L'implication des volontaires a-t-elle contribué à une allocation plus efficiente des ressources ?	<ul style="list-style-type: none"> • type de capacités des volontaires valorisées dans le cadre du projet • valeur ajoutée de l'implication des volontaires • appréciation de la qualité de services rendus par les services
III.3 L'adéquation entre les moyens disponibles et résultats attendus était-elle appropriée ?	<ul style="list-style-type: none"> • le degré de consommation / dépassement du budget • la non réalisation de certaines activités à cause de manque de budget la pertinence des réorientations du budget
DURABILITE	
IV.1 Dans quelle mesure la durabilité des actions entreprises est-elle liée à l'implication des communautés? des services techniques de l'Etat ? de la CRBF ?	<ul style="list-style-type: none"> • présence, capacités et tâches à prendre en compte par la communauté (associations, volontaires) • présence, capacités (techniques et financières) et tâches à prendre en compte par les services techniques présence, capacités et tâches des volontaires CRB et comités villageois, départemental, provincial
IV.2 Quelles influences peuvent avoir la situation sécuritaire dans la zone sur la pérennité des actions entreprises et quelles actions devraient être entreprises pour en limiter les effets négatifs?	Lien entre effets néfastes et réponses pour mitiger les conséquences

III. Guides d'entretiens

III.1 Guide d'entretien avec les bénéficiaires

- Les besoins/ les attentes / les priorités des bénéficiaires p/r à la problématique de la malnutrition et de la résilience => agriculture/élevage, nutrition, eau et assainissement, résilience => par ordre d'importance en lien avec les besoins ressenties :
 - o Besoins ou intérêts des femmes/filles
 - o Besoins ou intérêts des hommes/garçons :

Volet 1 : Moyens d'existence

- Actions menées et résultats obtenus
 - o Types d'actions menées (agriculture/élevage/maraichage/récupération de terres/transfert monétaires)
 - o Les organisations/ structures/personnes (ou personne) qui ont joué un rôle important ?
 - o Quels résultats ?
- L'appréciation par les femmes et par les hommes des actions et des résultats **pour le volet 1** :
Score : combien sur 10 ? Pourquoi ce score :
 - o La pertinence (les actions répondaient ou pas à leurs attentes/besoins)
 - o La qualité des résultats (bon ou moins bon) des actions
 - o La qualité de l'accompagnement par des comités CVN, les VCR, autres (bonne ou moins bonne) ...
 - o La valorisation des compétences/connaissances des femmes et des hommes de la communauté dans le cadre du projet => lesquelles ? compétences non valorisées?
 - o Autres facteurs qui expliquent le score (bon ou moins bon) ?

Volet 2 : Nutrition : Accès aux services d'ANJE

- Actions menées et résultats obtenus
 - o Types d'actions menées (PISA, appui aux campagnes, *blanket feeding* période de soudure, appui au dépistage)
 - o Les organisations/ structures/personnes qui ont joué un rôle important ?
 - o Quels résultats ?
- L'appréciation par les femmes et par les hommes des actions et des résultats **pour le volet 2** ::
Score : combien sur 10 ? Pourquoi ce score :
 - o La pertinence (les actions répondaient ou pas à leurs attentes/besoins)
 - o La qualité des résultats (bon ou moins bon) des actions
 - o La qualité de l'accompagnement par des comités CVN, les VCR, autres (bonne ou moins bonne) ...
 - o La valorisation des compétences/connaissances des femmes et des hommes de la communauté dans le cadre du projet => lesquelles ? compétences non valorisées?
 - o Autres facteurs qui expliquent le score (bon ou moins bon) ?

Volet Eau, assainissement et hygiène

- Actions menées et résultats obtenus
 - o Types d'actions menées (points d'eau, latrines, sensibilisations, renforcement des capacités des acteurs communaux en gestion de l'EHA)
 - o Les organisations/ structures/personnes qui ont joué un rôle important ?
 - o Quels résultats ?
- L'appréciation par les femmes et par les hommes des actions et des résultats **pour le volet 3** :
score : combien sur 10 ? Pourquoi ce score :

- La pertinence (les actions répondaient ou pas à leurs attentes/besoins)
- La qualité des résultats (bon ou moins bon) des actions
- La qualité de l'accompagnement par des comités CVN, les VCR, autres (bonne ou moins bonne) ...
- La valorisation des compétences/connaissances des femmes et des hommes de la communauté dans le cadre du projet => lesquelles ? compétences non valorisées?
- Autres facteurs qui expliquent le score (bon ou moins bon) ?

Volet 4 : renforcement des capacités de répondre aux crises alimentaires de la commune

- Actions menées et résultats obtenus
 - Types d'actions menées (analyse des vulnérabilités, , renforcement des capacités logistiques et de la coordination)
 - Les organisations/ structures/personnes qui ont joué un rôle important ?
 - Quels résultats ?
- L'appréciation par les femmes et par les hommes des actions et des résultats **pour le volet 4** ::
Score : combien sur 10 ? Pourquoi ce score :
 - La pertinence (les actions répondaient ou pas à leurs attentes/besoins)
 - La qualité des résultats (bon ou moins bon) des actions
 - La qualité de l'accompagnement par des comités CVN, les VCR, autres (bonne ou moins bonne) ...
 - La valorisation des compétences/connaissances des femmes et des hommes de la communauté dans le cadre du projet => lesquelles ? compétences non valorisées?
 - Autres facteurs qui expliquent le score (bon ou moins bon) ?
- Le projet s'est adressé surtout aux femmes : le rôle du projet par rapport aux changements éventuels dans les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes => comment ? les facteurs et acteurs qui ont joué un rôle ?
- Le rôle du projet par rapport aux changements au niveau des centres de santé :
 - mise à niveau des chargés de nutrition des CSCom, réhabilitation des points d'eau, etc.
 - les effets sur la qualité de soins, l'accueil, autres => comment ? facteurs ou acteurs qui ont joué un rôle ?
- Les capacités communautaires renforcées : de qui et en quoi (connaissances, techniques, organisation/mobilisation, financières) : les effets sur l'amélioration des mesures préventives en matière nutritionnelle (ex. GASPA, CVS...) => lesquelles ? les facteurs et acteurs qui ont joué un rôle?
 - La probabilité de perpétuer l'engagement et l'implication communautaire (femmes/hommes) en vue de lutter contre la malnutrition => pourquoi ?
 - Les limites des capacités communautaires (pour femmes/hommes) => lesquelles ? pourquoi ?
 - Les attentes des populations vis à vis les structures de santé afin de continuer leur implication dans la lutte contre la malnutrition => lesquelles ? pourquoi ?
 - Le renforcement de la résilience des individus et ménages => facteurs et acteurs qui ont joué un rôle ?
 - La comparaison des actions de la CR et d'autres intervenants pour la même problématique : forces et faiblesses des approches, méthodes et comportements du agents de la CR en comparaison avec d'autres

III.2 Guide d'entretiens avec les représentants de la CR Burkina Faso

Cohérence

- La cohérence entre les politiques nationales et les priorités stratégiques du BF et la démarche adoptée par le projet => en quoi ?

- la cohérence entre la politique (vision, mission, stratégie) de la CRBF et l'approche du projet => CRB ?
- L'intégration de la stratégie de la CRBF dans la mise en oeuvre du projet ?
- L'insertion du projet dans le contexte institutionnel et l'appui sur les structures officielles afin de les renforcer : type de renforcement des structures officielles, la collaboration et de synergie entre l'équipe du projet et les structures officielles

Résultats et facteurs d'influence

- Les bénéfices pour le projet suite à la collaboration avec les services techniques et vice versa
- L'appréciation de la CR de la collaboration avec les services techniques niveau national et local
- Contribution / utilisation des volontaires pour atteindre les résultats
- Rôle et fonctions de la CRBF / des branches (et de leurs volontaires) dans la mise en œuvre du projet
- Freins et leviers pour l'atteinte des résultats de la CRBF
- Adéquation / utilisation des moyens (financiers) mis à disposition pour atteindre les résultats
- Contribution au renforcement de l'égalité/équité H/F ?

Moyens

- Moyens humains:
 - o Absence d'un superviseur Volet 4
 - o Absence d'un responsable S/E
- Moyens financiers

Durabilité & Impact

- Risque pour la durabilité
- La stratégie opérationnelle vis-à-vis de la pérennisation des actions: forces et faiblesses ?
- l'impact du projet sur le développement institutionnel de la CRBF : niveau central et local.

III.3 Guide d'entretiens staff projet

EN GENERAL

- De façon générale, quels sont - par ordre d'importance - les besoins/ les attentes / les priorités des bénéficiaires par rapport à la problématique de la malnutrition et de la résilience?
 - ⇒ agriculture/élevage,
 - ⇒ nutrition,
 - ⇒ eau et assainissement,
 - ⇒ résilience
- Est-ce que les hommes et les femmes ont d'autres besoins et priorités ?

Montage du projet

- Est-ce que pour vous, les 4 résultats sont pertinents pour répondre aux besoins les plus urgents de la population en termes d'accès à l'alimentation et à la santé ? Si les moyens l'auront permis, quelles autres actions/résultats on aurait dû ajouter ?

POUR LES 4 VOLETS

Actions et résultats

- Quelles sont les actions menées les plus réussies ? les moins réussies ? pourquoi ?

- Quels résultats les plus/les moins appréciés par les populations ? Les résultats non attendus ?
- Votre appréciation des résultats obtenus : leur pertinence, leur qualité, l'ampleur ?
- Le projet s'est adressé surtout aux femmes. Quel est le rôle du projet par rapport aux changements éventuels dans les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes
- Quelles associations/ structures/personnes ont joué un rôle important dans l'obtention des résultats ? Est-ce qu'il y a eu renforcement de leurs capacités ?
- D'autres facteurs qui ont joué un rôle positif ou négatif dans l'obtention des résultats ?
- Est-ce que le projet aurait dû entamer d'autres actions pour l'obtention de meilleurs résultats en termes de moyens d'existence en vue d'une meilleure résilience ? Quelles sont les stratégies des familles en cas d'insécurité alimentaire ?

Moyens

- Est-ce que les moyens à votre niveau (vos connaissances, supports, budget, moyens logistiques, etc.) étaient suffisants pour un bon accompagnement des bénéficiaires et structures locales
- Est-ce que vous avez utilisé les moyens à votre disposition de façon optimale ?
- Si c'était à refaire : est-ce que vous auriez voulu utiliser les moyens autrement ?

Pérennité

- Quelle est la probabilité de perpétuer l'engagement et l'implication communautaire, des services techniques en vue de la durabilité des actions et des acquis du volet 1 ?
- Quelles sont les limites des capacités communautaires, des services techniques ?
- La comparaison des actions de la CR en lien avec les moyens d'existence avec d'autres intervenants : forces et faiblesses des approches, méthodes et comportements des agents de la CR en comparaison avec d'autres ?

III.4 Guide d'entretien partenaires du projet

Pertinence

- Besoins des populations en lien les domaines du projet avant la mise en œuvre du projet
- La question sécuritaire a-t-elle créé d'autres besoins ?
- Importance du projet : le projet s'insère-t-il dans votre dynamique de résolution-et de vos besoins- des problèmes des populations ?
- La collaboration/synergie entretenue avec le projet vous ont-t-elles permis de répondre aux besoins des populations ?

Efficacité

- Quels sont les résultats du projet selon vous ?
- Le projet a-t-il atteint les résultats selon vous ? (pour le volet considéré)
- En termes de gains pour vous-mêmes, acteurs institutionnels, quels résultats avez-vous enregistré ?
- Satisfaction des partenaires par rapport aux résultats atteints ?
- Quels ont été pour vous les leviers pour l'atteinte des résultats ?
- Quels ont été les freins pour vous pour l'atteinte des résultats ?
- Modalités de participation et degré d'implication (à évoquer si l'interviewé n'aborde pas cela)
- La structure du projet (réseau des volontaires, AUE, RC, animateurs, équipe projet, équipe Ouagadougou, ...) a-t-elle été appropriée pour l'atteinte des résultats du projet ?
- Tout cela tiendra après le projet selon vous ?

Efficienne

- les moyens mis à votre disposition vous ont-ils paru suffisants pour faire le travail correctement de votre côté ?
- ces moyens auraient-ils été utilisés d'une autre façon avec plus de résultats ?

Durabilité

- Tout cela tiendra après le projet selon vous ? insister sur la durabilité des acquis du projet favorisés par l'implication des communautés, des services techniques ou des volontaires de la CRBF ?
- Y a-t-il des acquis susceptibles de durabilité...
- et d'autres qui ne le sont pas ?
- Répéter les deux questions pour les activités.....

Recommandations

Bruxelles, le 15 mai 2018

Evaluation externe du «Projet de renforcement de la résilience, de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des populations vulnérables dans une commune du Soum/Région du sahel au Burkina-Faso »

A. Processus

L'évaluation externe du « Projet de renforcement de la résilience, de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des populations vulnérables dans une commune du Soum/Région du sahel au Burkina-Faso » mis en œuvre par la Croix-Rouge Burkinabé avec le soutien technique et financier de la Croix-Rouge de Belgique a été menée entre janvier et février 2018, avec une mission sur le terrain du 7 au 15 février 2018. Un comité de pilotage constitué de plusieurs collaborateurs de la CRB s'est tenu à plusieurs reprises pour échanger sur la rédaction des termes de référence, les appels d'offres, la validation du rapport final des consultants et la mise en œuvre des différentes recommandations.

L'équipe de consultance a été sélectionnée par le comité de pilotage les 19 et 20 décembre 2017. Lors de cette séance, le comité a évalué au total 18 offres techniques et financières jugées complètes et éligibles sur les 22 reçues, sur base de critères administratifs, techniques et financiers préétablis. A l'issue de cette analyse, l'offre du cabinet South Research avec un total de 216,5 points sur un total de 255 a été sélectionnée par le comité de pilotage.

L'évaluation s'est déroulée à l'issue de la mise en œuvre du projet de résilience soutenu par la Croix-Rouge de Belgique (2015-2017). Comme le projet n'a pas connu d'extension, il était particulièrement important de tirer les enseignements en matière de pérennité et d'autonomisation des réalisations au bénéfice des communautés et des plus vulnérables.

B. Résumé des résultats de l'évaluation

L'évaluation a été réalisée sur base des critères standards d'évaluation suivants : pertinence, complémentarité/cohérence, efficacité, efficience, et durabilité.

Les conclusions du rapport montrent que **l'approche multisectorielle** adoptée dans le projet **était pertinente**, voire indispensable au regard de la complexité de la problématique de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de même que **le choix de combiner des actions d'urgence et de développement**, bien que la durée limitée du projet ne permette pas un véritable ancrage des acquis. Le **choix de la zone d'intervention était également pertinent**, le district du Soum étant l'un des plus en insécurité alimentaire. Enfin, en lien avec les objectifs de résilience, **l'orientation des appuis prioritaires aux ménages les plus vulnérables était justifiée** au regard du contexte environnemental et sécuritaire de la zone du Sahel.

En termes d'efficacité, l'évaluation confirme que le projet a bien contribué à la résilience des individus et des ménages dans les 5 villages d'intervention en travaillant sur la sécurité alimentaire, la santé, les connaissances, les aptitudes, les compétences et l'état d'esprit nécessaires pour s'adapter à de nouvelles situations et améliorer ses conditions d'existence : par exemple, les familles vulnérables n'ont pas du déstocker leurs biens pendant la période de soudure et ont pu s'alimenter, être productifs dans leurs exploitations et éviter de développer de mauvaises stratégies de survie grâce aux appuis du projet.

Au niveau du genre, si le **projet a contribué à l'empowerment des femmes** en termes de pouvoir économique et social, de pouvoir de connaissances et de pouvoir intérieur, le rapport d'évaluation regrette le manque d'une approche genre spécifique.

Enfin, selon les évaluateurs, les facteurs de succès les plus importants ont été **la pertinence des actions par rapport aux besoins ressentis** par les population, **la participation** des villageois hommes et femmes, la synergie d'actions créée par **l'implication de beaucoup d'acteurs** (équipe de projet dynamique, le centre de santé, les services techniques, les autorités, les volontaires,...) ainsi que la synergie avec le projet de lutte contre la malnutrition (mené à l'échelle de la province) financé par la DG ECHO. La situation sécuritaire a été la principale contrainte ayant influencé la mise en œuvre des activités et l'ambiance générale parmi les populations.

Le rapport d'évaluation indique que les moyens mis à disposition ont été adéquatement utilisés pour atteindre les résultats. L'implication des volontaires a effectivement permis une allocation plus efficiente des ressources, en particulier lorsque la situation sécuritaire s'est dégradée, impliquant une diminution de la présence de l'équipe du projet sur le terrain.

Enfin, selon le rapport d'évaluation **la durée du projet (2 ans) n'est pas favorable à sa durabilité**. Si les sensibilisations ANJE sont déjà organisées dans les formations sanitaires, permettant la pérennité de cette activité, l'enthousiasme des populations pour le maintien des activités en association risque de décroître par manque d'appui en nature ou de perspectives. Les associations nouvellement créées ont par ailleurs encore besoin d'être accompagnées dans une phase de consolidation.

C. Analyse des principales recommandations

L'équipe d'évaluateurs a formulé une série de recommandations à destination de la CRB (et de la CRBF) :

- ⇒ S'appuyer sur le crédit de notoriété et continuer à se centrer sur les principes de la CR (neutralité, impartialité, etc.) pour rester à côté de la population pendant cette période extrêmement difficile.

Début 2018, la CRB a obtenu un nouveau financement de la DG ECHO permettant non seulement la poursuite des activités de lutte contre la malnutrition sur la province (pour rappel mis en œuvre sur l'ensemble de la province du Soum et dont les activités ont été menées en synergie avec le projet évalué), mais également de développer des réponses (aides alimentaires, abris, NFI) aux populations déplacées et leurs hôtes dans les communes les plus touchées par les déplacements de population, notamment la commune de Baraboulé.

En effet, peu de temps après la mission d'évaluation la situation sécuritaire et humanitaire dans la zone s'est fortement dégradée. La Croix-Rouge a donc été contrainte d'adapter son intervention dans la zone et se concentre sur la réponse à la situation de crise. Ce faisant, la Croix-Rouge a pu rester et reste encore au côté des populations pendant cette période difficile.

- ⇒ Approcher la DGD pour s'informer davantage sur les modalités et possibilités de nouveaux financements (appel à projets, financements extraordinaires).

Des contacts réguliers et des échanges d'information sur les différentes situations de crise, notamment au Burkina, existent entre la CRB et la DGD, cependant aucun appel n'a été lancé en 2018.

- ⇒ Chercher une prolongation ou ajout à ce projet pour :
 - ✓ une phase de consolidation pour les 5 villages du projet car l'apprentissage et l'application de nouvelles connaissances sont des processus qui prennent du temps ; de même pour la consolidation de leurs associations pour que les paysans, hommes et femmes, se renforcent dans un esprit d'empowerment, c'est à dire, la volonté et la capacité de définir leur « propre projet », de mobiliser leurs propres moyens et de mobiliser des appuis externes. Leurs expériences seront une source d'inspiration d'autres villages de la Commune ;
 - ✓ augmenter les moyens et étendre à plus de localités afin de faire tâche d'huile : un plaidoyer pour l'acquisition du matériel et équipements pour la réplique des expériences du projet à d'autres villages ; cela permettra d'augmenter l'envergure des résultats atteints ; les 5 villages du projet joueront le rôle de « villages modèles ».

Si la CRB est d'accord sur le principe de cette double recommandation, la situation humanitaire et sécuritaire a continué à se dégrader rapidement dans la zone. Parmi les facteurs de succès mentionnés par l'évaluation se trouvent notamment l'implication des populations, la présence des services techniques et des autorités. Ces facteurs ne sont aujourd'hui plus réunis : les populations se déplacent ou vivent dans la crainte, les services techniques ne sont plus capables d'assurer leurs mandats et doivent fermer). Aussi, une intervention de type « urgence » nous semble plus appropriée au vu du contexte actuel dans la zone d'intervention.

D. Conclusion

Le projet « Projet de renforcement de la résilience, de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des populations vulnérables dans une commune du Soum/Région du sahel au Burkina-Faso » a répondu aux attentes en termes de pertinence, d'efficacité et d'efficience. La durabilité des acquis de l'intervention est malheureusement compromise de par la durée limitée du projet, mais surtout par la dégradation rapide du contexte à partir de 2018 obligeant la Croix-Rouge à adapter son action à une situation d'urgence et ne permettant plus un accompagnement efficace des communautés.



Sébastien Fosseur
Directeur du département international

